

# la Révolution prolétarienne

---

REVUE      SYNDICALISTE      REVOLUTIONNAIRE

---

Dans ce numéro

## LA PAIX A ZAGREB

par Alfred Rosmer

## *Lénine, Trotski, Staline*

*et le problème du parti révolutionnaire (suite et fin)*

par Benno Sarel

Après cinq années de fonctionnement

## LES COMITÉS D'ENTREPRISE ONT-ILS TRANSFORMÉ LE CLIMAT SOCIAL ?

par Pierre Aubery

## SIMONE WEIL

que nous avons aimée quand il en était temps...

par Albertine Thevenon

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

YVON LEBOUR, AUTEUR, DIRECTION

Six mois . . . . . 300 fr.  
Un an . . . . . 600 fr.

### EXTÉRIEUR

Six mois . . . . . 375 fr.  
Un an . . . . . 625 fr.

Le numéro : 50 francs.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

10, rue de Tracy — PARIS (8<sup>e</sup>)

Téléphone : CENTRAL 17-06

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 754-99 Paris

## Sommaire du N° 56 - Décembre 1951

|  |                    |
|--|--------------------|
| La paix à Zagreb . . . . .   | A. ROSEN           |
| Paula Guillaume . . . . .  | H. FOULHAIE        |
| Lénine, Trotski, Staline et le problème ré-<br>volutionnaire . . . . .   | R. SAREL           |
| Lettre du Maroc . . . . .  |                    |
| On a perdu un « Prix Nobel » . . . . .   | G. WALUSINSKI      |
| Propos de fin d'année . . . . .  | R. RAGNAUER        |
| Après cinq années de fonctionnement :<br>Les comités d'entreprise ont-ils transfor-<br>mé le climat social ? . . . . . | P. AUBERY          |
| Simone Weil que nous avons aimée, quand<br>il en était temps . . . . .   | Albertine THEVENON |

### Notes d'économie et de politique

|   |           |
|---|-----------|
| L'Étât du Proche-Orient. — A bas la pro-<br>ductivité . . . . . | R. LOUZON |
|---|-----------|

### La renaissance du syndicalisme

|  |             |
|--|-------------|
| Un excellent programme syndicaliste . . . . .  | J. DUPERRAY |
| Syndicalisme sur le plan industriel ou<br>syndicalisme sur le plan professionnel ? . . . . . | A. CANE     |

### Livres et revues

|  |            |
|--|------------|
| Notes de lectures . . . . .  | J. MAITRON |
| E. Reynier : Histoire de Prusse . . . . .  | P. GOURDON |
| M. Przewski : Géographie russe . . . . .   | LENEY      |
| L'U.C.T.T. s'adresse à l'opinion démocratique<br>internationale (brochure) . . . . . |            |

### Faits et documents

|  |       |
|--|-------|
| A propos des textes fournis sur l'école en<br>URSS . . . . . | FRANC |
|--|-------|

Entre nous

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndica-  
lisme révolutionnaire, en faisant prédominer  
dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit  
de tendance, de parti ou de parti, afin de réali-  
ser le maximum d'action contre le patronat et  
contre l'État ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalis-  
me à l'égard du gouvernement comme à l'égard  
des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951  
comme en 1900. La théorie de la direction uni-  
que du parti et des syndicats, c'est-à-dire du  
rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la  
division et à l'impuissance. La politique de la  
présence, sans mandat ni garanties, rend la  
C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique  
une maison confédérale habitable pour tous les  
syndiqués, la démocratie syndicale étant respec-  
tée du haut en bas de la C.G.T., les fonction-  
naires syndicaux ne se considérant pas comme  
une bureaucratie omnipotente et se regardant  
pas les syndiqués comme de simples contribu-  
ables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndi-  
cale en procédant à l'examen des problèmes

pratiques et théoriques posés devant le mouve-  
ment ouvrier, en préconisant la formation de  
Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant  
dans la pratique journalière, qu'étudier et bien  
se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui défer-  
le jusque dans la C.G.T. et la Fédération syn-  
dicale mondiale. La place des travailleurs n'est  
ni derrière l'impérialisme américain ni derrière  
l'impérialisme russe. Elle est derrière une Inter-  
nationale syndicale ne confondant son rôle ni  
avec le Bureau International du Travail ni avec  
l'Organisation des Nations Unies. Une Interna-  
tionale qui appelle avec plus de force qu'il y a  
cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir.  
Chaque effort donné à une institution gouver-  
nementale est un effort volé à la C.G.T. et à  
l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndica-  
lisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les  
triples fondations de l'indépendance, de la lutte  
de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Pre-  
mière Internationale : l'émancipation des tra-  
vailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs  
eux-mêmes.



# LA PAIX A ZAGREB<sup>(\*)</sup>

Si le but des inspirateurs et des organisateurs de la Conférence de Zagreb était de prouver au monde que les pacifistes de toutes les variétés et de tous les pays peuvent aller en Yougoslavie, y exposer leurs idées et en discuter librement, ils ont pleinement atteint leur but. Jamais conférence ne fut plus libre, plus maîtresse de régler son ordre du jour et ses débats comme il lui plaisait. Au départ, on savait seulement qu'il s'agissait de la paix et de la coopération entre les peuples, formules vagues qu'on s'attendait à voir précisées en des rapports et des projets de résolutions comme c'est maintenant la coutume dans les réunions internationales. Mais en cela la Conférence de Zagreb allait innover. Une déclaration signée du président du Comité yougoslave pour la défense de la paix, du président du Comité d'organisation de la Conférence et du président de l'Association yougoslave des Nations Unies, disait en effet : « Les participants yougoslaves ne sont pas venus à cette réunion avec un projet commandant par avance une décision quelconque de la part de la Conférence. Nous désirons une discussion libre et estimons que seule une telle discussion peut faire naître un point de vue commun dont la forme devra être fixée au cours de la discussion par l'assemblée elle-même. » Et c'est ainsi que les choses se passèrent, après un début qui donna quelque inquiétude.

Le premier orateur fut un pacifiste anglais, avocat d'un certain renom : devant partir dès le lendemain, il avait tenu à placer un assez long discours dont la formule la plus originale était qu'il fallait en finir avec la guerre froide, et lui substituer une paix bouillante. Ensuite un délégué espagnol, plutôt mal choisi, demanda à la Conférence son aide contre Franco. Puis ce fut le tour d'un mondialiste britannique qui agrémenta son exposé de considérations personnelles imprévues. Après ces interventions on ne voyait pas comment les débats allaient pouvoir s'organiser, et de différents côtés on demanda qu'un certain ordre fût établi dans l'intérêt même de la Conférence. Mais le leader de la délégation yougoslave, Mocha Pijade, tint à insister aussitôt sur le caractère entièrement libre qui devait être celui de cette première réunion : chacun des participants désireux d'exposer ses vues devra venir le faire à la tribune, et c'est seulement en conclusion de toutes ces interventions qu'on pourra tenter d'établir un texte de résolution et prendre des décisions en vue d'une action ultérieure.

Dépendant dès le lendemain, le président du Comité pour la défense de la paix, Josip Vidmar, prononçait un discours qui allait donner une base solide aux débats : important par son contenu, il était également significatif par sa forme : langage simple, formules claires, ni trompe-l'œil ni camouflage. « Cette assemblée, disait-il, sera l'œuvre de nous tous, de nos discussions, de notre commune volonté et de notre labeur commun. Je suis convaincu d'une chose, c'est de la liberté absolue de parole et de discussion sans laquelle tout travail pour l'entente sincère, particulièrement pour une

chose aussi importante que la paix, ne serait qu'un bavardage inutile, ou une manœuvre de simulation et de propagande aux buts inavouables. » Puis il ajoutait : « Il est pourtant évident que, pour des raisons multiples, cette réunion n'a pas pu être un rendez-vous mondial. Il y a des pays d'Europe et d'autres continents qui n'y ont pas de représentants. La tâche qui aurait consisté à réunir ici les envoyés du monde entier était au-dessus des possibilités du comité yougoslave et, croyons-nous, cette tâche serait également irréalisable ailleurs, même si on fait abstraction des pays soumis à la discipline sévère d'un soi-disant mouvement pour la paix qui est au service de la politique extérieure d'une certaine grande puissance. Ceci explique pourquoi les dirigeants de l'organisation qui s'est baptisée Congrès mondial de la paix, que notre Comité d'organisation a invités, n'ont pas répondu à notre invitation. Ils ont peur d'une discussion libre, mais il y a une chose dont ils ne craignent pas d'user, c'est la calomnie. Je suppose que personne ici ne sera surpris d'apprendre que les postes de la radio de certains pays de l'Est européen qualifient les participants à cette réunion d'ennemis de la paix, et la réunion elle-même une réunion de fauteurs de guerre. » Recherchant les causes de la situation présente dans le monde, il déclarait : « La source de l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest est un héritage : la deuxième guerre mondiale a liquidé le principal représentant de l'impérialisme, Hitler. Mais à peine le cliquetis des armes avait-il cessé qu'une nouvelle politique d'expansion est apparue, la politique de l'Union soviétique qui, déjà en 1948, voulait soumettre à son joug la Yougoslavie après avoir soumis la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Le monde a dû se dresser contre les aspirations de cette puissance impériale et c'est ainsi que sont nés le Pacte Atlantique et l'organisation de l'Ouest libre. C'est en cela qu'il faut chercher les causes fondamentales du grand antagonisme entre l'Est et l'Ouest, et celles du réarmement mondial accéléré, bien que la Russie opère toujours avec des paroles de paix, se présente comme l'unique champion de la paix. »

Ce conflit permanent en est à la période de ce qu'on a appelé la guerre froide : « alarmes sans cesse renouvelées, psychose et panique de guerre, désespoir, apathie, croyance à la guerre inévitable. Celui qui veut faire quelque chose pour la cause de la paix doit lutter contre de pareils phénomènes en leur opposant un calme vigilant, une activité pour la défense de la paix, une foi dans la nécessité et la possibilité de son maintien. Il faut rendre aux peuples la confiance et la foi en la paix — et ceci n'est possible que par le respect de la liberté, de l'indépendance et d'une égalité réelle entre les peuples et les Etats. Alors seulement le désarmement général deviendrait possible. »

Mais l'époque présente voit le développement d'un autre antagonisme, « l'antagonisme entre les peuples gouvernants et les peuples gouvernés », mais c'est l'intérêt des peuples gouvernés eux-mêmes de renoncer à leur domination « car l'aspiration à la liberté des peuples asservis produit des mouvements qui peuvent devenir dangereux pour la paix du monde ». Ceci n'est que trop évident en ce moment même. Ce qu'on voit moins clairement, ou ce qu'on se refuse de voir, c'est que la Russie « tient certains peuples dans une

(\*) Texte de la conférence prononcé, le 26 novembre 1953, au cours d'une réunion organisée par le Cercle Zimmerwald. A la suite de l'exposé de Hoerner, une large discussion, à laquelle participèrent vingt-deux orateurs, permit l'examen critique des nombreuses questions soulevées par l'expérience yougoslave, l'avenir du socialisme et les possibilités d'une action pacifique prolétarienne.



soumission coloniale ou semi-coloniale. Il suffit d'observer le sort des peuples baltes ou caucasiens, y compris la Géorgie, ainsi que celui des nouveaux satellites pour se rendre compte qu'ils sont placés dans une situation semi-coloniale incontestable. Nous autres, Yougoslaves, nous connaissons bien les conditions que la Russie impose aux petits peuples et même aux Etats indépendants. Il faut établir les relations entre les nations sur une autre base... Il faut réussir à faire haïr la guerre par les peuples non encore libres comme nous la haïssons nous-mêmes ; il ne faut pas qu'ils attendent de la guerre la réalisation de leurs desirs, la satisfaction de leurs aspirations ». Enfin il convient de dénoncer ce qu'on d'intolérables les attaques cominformistes. Aux discussions d'idées, elles substituent des polémiques d'une grossièreté primitive et qui ne tendent pas à une véritable persuasion car leur but principal est de fomenter la haine et le fanatisme ; c'est pourquoi elles opèrent sans honte avec des mensonges patents, spéculant sur l'ignorance des masses ou sur la difficulté de contrôler leurs affirmations. Le résultat de cette propagande ? Un fanatisme et une haine sauvage qui peuvent provoquer des manifestations de haine collective très dangereuses pour la paix ».

Le discours s'achevait par une déclaration en dix points exposant les principes dont l'application constituerait une garantie pour l'établissement de la paix entre les peuples : ce sont ceux que formulent et défendent toutes les assemblées et organisations pacifistes : indépendance et souveraineté des Etats grands ou petits, condamnation de toute forme d'agression, limitation des armements, l'O.N.U. étant considérée comme un puissant instrument pour la solution pacifique des conflits.

Ce discours fut le morceau important de la Conférence ; c'est pourquoi j'ai tenu à en donner tous les passages essentiels : ramenant la Conférence à Zagreb et dans la réalité présente, il apportait tous les éléments nécessaires pour un débat fructueux. Mais on resta rarement dans ce cadre : la plupart des orateurs ne retiennent que les dix points en les détachant de l'exposé qui les commandait et leur donnait leur plein sens. Ce n'était alors qu'une discussion académique sur des sujets qui avaient servi de thèmes principaux aux bavardages de la défunte Société des Nations et dans lesquels elle avait épuisé ses forces.

## LES PARTICIPANTS

Ils étaient plus de cent cinquante, venus d'Europe et d'Amérique, d'Afrique et d'Asie : une participation honorable. La plupart étaient là à titre personnel, puisque c'était ce qu'avaient voulu les organisateurs ; cependant parmi les pacifistes il en était qui pouvaient parler au nom de leur organisation, et ils étaient tous des pacifistes authentiques. Par exemple, les quakers ; les uns venus d'Amérique, d'autres d'Angleterre ; ils considéraient leurs vues sur la guerre valables par tous les temps. D'Angleterre étaient venus aussi la présidente de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, deux membres de la Fabian Society, un représentant de la Peace Pledge Union, le président de l'Union nationale des Etudiants ; d'Amérique, des professeurs d'Université, le président de la Fondation Carnegie, le président de la Société américaine des Nations Unies, des journalistes, un représentant de la Fédération des Etudiants ; d'Allemagne plusieurs membres de la Société allemande pour la paix, le pasteur Niemöller ; de Hollande le président de

l'Association hollandaise pour la paix ; de Suisse la présidente de l'organisation des femmes social-démocrates ; d'Autriche le président de l'Institut de Droit international public ; de France des représentants des Artisans de la paix, des écrivains et des journalistes : Madeleine Paz, Martin-Chauffier, G. Altman, Louis Dalmas ; du Canada était venu un major William Jones qui avait cette originalité d'être venu déjà à Zagreb mais par une voie plus exceptionnelle : parachuté en 1943 dans les environs de la ville pour prêter main-forte aux partisans de Tito.

Avec eux on était souvent hors du temps ; ils refaisaient des discours souvent entendus, et aussi hors du lieu car ils voulaient ignorer qu'ils se trouvaient à Zagreb, dans un pays menacé tout au long de la quasi-totalité de sa frontière terrestre, soumis à la pression constante des satellites voisins agissant pour le compte de l'empire russe. Un mondialiste britannique déclara qu'il n'y avait ni Est ni Ouest mais le monde. Une Allemande suggéra, pour résoudre le conflit Est-Ouest, de se rappeler la légende du Loup et de saint François. Une Américaine traita savamment de l'influence de la musique dans l'établissement de la paix mondiale.

Parmi les participants autres que les pacifistes spécifiques, il y avait une assez nombreuse représentation des peuples asservis : Cameroun, Madagascar, Algérie, Maroc, ou de récemment libérés : Inde et Birmanie. Ils intervinrent avec vigueur pour exposer devant la Conférence la condition qui leur est faite, provoquant parfois des murmures et de l'inquiétude chez les rares colonialistes présents. Un ancien ministre de Tchécoslovaquie, Bohumil Leachman, un socialiste qui a réussi récemment à passer la frontière, intervenant après eux fit remarquer qu'il existe maintenant d'autres colonies que celles pour lesquelles ils avaient parlé. « Quand nous saluons les luttes libératrices des peuples asservis, s'écria-t-il, il faut dénoncer le fait qu'au moment où ils se libèrent, des Etats jusqu'alors souverains, en Europe centrale et orientale, sont transformés en colonies... Nous pouvons dire que le Cominform ne détruit pas seulement la liberté des nations et prépare une nouvelle guerre, mais qu'il commet un crime impardonnable contre sa propre classe ouvrière et aussi contre la classe ouvrière de tous les pays, contre le socialisme international. »

D'autres parlementaires : députés socialistes de France et de Belgique, un sénateur libéral belge, deux députés M.R.P., un ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce, un député allemand, et chez les Italiens, deux députés et un sénateur ; il y avait aussi un académicien de Belgique. Du côté syndical : un membre de la direction de la Centrale syndicale allemande ; de France, entre autres, un secrétaire de la C.G.T. Force Ouvrière, un ancien secrétaire de la C.G.T. stalinienne qui, à l'époque du schisme, avait manifesté — et fut pour cela démis de ses fonctions — ses sympathies pour l'hérésie ; le secrétaire des tramways belges. La composition de la délégation espagnole surprenait : des républicains, un juge, un professeur, d'autant qu'un avait que le P.O.U.M. n'avait pas été invité. Aux demandes d'explication on répondait qu'il avait été impossible de se mettre d'accord avec les différents partis et groupements ; on se heurtait à de formelles exclusives ; le plus déplaisant c'était qu'à côté de ces républicains, il y avait un ancien ministre stalinien, un de ceux qui ont le plus de responsabilités dans les assassinats et dans la débâcle ; il était pénible de le voir et de l'entendre parler au nom de l'Espagne républicaine.

Les débats se déroulaient dans une atmosphère



de grande cordialité ; un seul incident de quelque importance surgit à propos du discours du pasteur Næmoeller mais non de son fait. Il est assez significatif pour que je le relève. On connaît le personnage : officier de sous-marins durant la première guerre mondiale, puis évangéliste et aujourd'hui président des Eglises de Hesse et Nassau ; hostile à l'hitlérisme, il a connu les camps de concentration. Son aspect reflète ces états successifs : traits durs de l'officier allemand mais corrigés par la lumière du regard, par la simplicité de manières ; certainement la personnalité la plus originale de la Conférence. Il avait parlé en anglais, très clairement, et c'est une insuffisance de la traduction qui provoqua des murmures puis des ripostes. En des temps récents, il avait consacré son activité principalement à l'unification de l'Allemagne ; unification assez tout et à tout prix. Les autorités de l'Est l'avaient accueilli et autorisé à faire sa propagande. Il en revint déçu, et maintenant c'est la paix qu'il poursuit de la même manière exclusive, et veut réaliser, à tout prix, ce qui l'avait conduit à employer une formule voisine de celle qu'employa jadis Mathé, mais atténuée. Il n'avait pas dit, comme Mathé : Plutôt la servitude que la guerre, mais après avoir posé que la paix et la liberté ensemble et en même temps, c'est l'idéal, il avait ajouté que c'était un maximum que, dans le moment présent et dans l'état présent du monde, on ne pouvait atteindre, et, pour sa part, si le maintien de la paix exigeait qu'il renoncât à une parcelle de sa liberté, il était prêt à y consentir. Le traducteur avait simplifié, supprimant la nuance. Là-dessus, Français et Belges crurent qu'il fallait dénoncer énergiquement une conception certes discutable mais où ils voyaient, à tort, des traces de totalitarisme, n'attendant pas une rectification qui vint en effet mais après qu'ils eurent parlé. Leur empressement rappela fâcheusement que, même dans ces conférences internationales, les antagonismes nationaux repaissaient et la première occasion, dès qu'un prétexte leur est fourni.

Parmi les messages d'hommes désireux de donner leur adhésion à la Conférence mais empêchés de faire le voyage, il faut citer celui de Silone : comme Italien et comme socialiste, il était heureux de saluer la réunion et soulignait la signification de sa tenue à Zagreb. Camus écrivait : « Bien qu'il soit difficile de déterminer le vrai chemin conduisant vers la paix, il est facile de signaler le chemin qui n'y conduit pas : celui des camps de concentration, des régimes policiers, de l'exploitation coloniale et de l'esclavagisme. » Et l'écrivain américain Robert Sherwood : « Le mot sacré de paix a été profané par l'hypocrite usage qu'en ont fait les agresseurs impérialistes depuis que Hitler réussit à convaincre le monde qu'il n'avait pas d'ambitions territoriales. » Jean Cassou envoyait le texte du discours qu'il aurait prononcé : il est un bon exemplaire des hommes que la rébellion yougoslave a libérés du stalinisme, donc à une date récente ; sans doute garde-t-il rancune au stalinisme de l'avoir contraint longtemps à justifier ses dupes, à couvrir ses méfaits et même ses crimes, car ce libéré de fraîche date déclare maintenant que « lorsque les Soviétiques prétendent représenter la cause du socialisme et de la révolution, ils mentent puisqu'ils ne craignent rien tant que de voir la révolution naître et le socialisme s'établir dans un pays qui échapperait à leur contrôle ». Son révolutionnarisme intégral mais récent l'entraîne à mettre sur le même plan l'impérialisme russe et l'impérialisme américain : point de vue qui sera d'ailleurs exposé à la tribune quoique moins brutalement et moins brillamment. Enfin pour ne rien omettre des vues

exprimées, signalons que le « bevanisme » fut proposé comme la juste tactique à suivre dans la situation mondiale présente.

La Conférence clôtura ses travaux par l'adoption d'une résolution reprenant les dix points du discours de Vidmar, auxquels les techniciens du pacifisme avaient apporté des modifications de détail en conclusion de laborieuses controverses. En même temps, pour assurer la continuation de l'effort dont la Conférence avait été la première manifestation, un Comité de liaison composé de quarante membres — pour permettre à chaque pays et à chaque tendance d'y être représentés — fut élu, tandis qu'un secrétariat de sept membres, choisis parmi les quarante, aura la charge du travail effectif permanent d'information, et de la préparation et convocation d'une nouvelle conférence. Ces sept comprennent deux Yougoslaves, deux Français, un Américain, un Marocain (appartenant à l'istiglab) et un Autrichien — professeur de droit international. Le secrétariat aura son siège à Zagreb mais les réunions du Comité de liaison pourront se tenir dans l'un des pays représentés.

Tel est le bilan des cinq jours de discussions. La Conférence était bien organisée, elle poursuivait son travail avec sérieux, ne sacrifiant rien à la mise en scène, à ce genre de démonstrations pour lesquelles les staliniens ont fabriqué une technique appliquée dans tous les pays du monde. Je crois qu'on aurait pu faire davantage ; au lieu de se borner à reprendre les thèmes du pacifisme classique, on aurait mis l'accent sur les principes du socialisme international, comme le commandaient la situation et le régime du pays où la Conférence avait lieu. Cependant le bilan tel qu'il est n'est pas négligeable. C'est d'abord la tenue même d'une conférence de paix, rassemblement de vrais pacifistes en face du camouflage pacifiste stalinien qu'on a commencé de démasquer quand il était déjà trop tard. Puis l'exemple donné de débats, de discussions se déroulant en pleine liberté. Enfin la permanence de l'action amorcée et la préparation d'un prochain congrès.

## LE PAYS ET LE REGIME

La première impression de Zagreb est agréable, même quand on y arrive comme c'était notre cas, au milieu de la nuit, après vingt-huit heures de voyage. Un parc, de larges avenues bien éclairées où à deux heures du matin circulent encore des trams électriques. On ne songe pas à juger du pays yougoslave d'après Zagreb, important centre économique de 200.000 habitants, et que la guerre a complètement épargné. Il se compose de deux parties distinctes. Celle qu'on voit d'abord, c'est la plus récente, une belle ville autrichienne aux maisons confortables et autant de palais qu'on en peut désirer ; elle s'étend de la gare jusqu'au pied de la colline sur laquelle est bâtie la vieille ville croate, pittoresque, où abondent églises et couvents, et où se trouve aussi le Sabor, palais de la Diète croate qui pour quelques jours a laissé la place à la Conférence. J'ai parcouru en 1920, non la Yougoslavie, mais des pays d'Europe centrale, quand les ruines et les destructions de la première guerre mondiale étaient encore visibles ; je puis donc juger par comparaison. Vienne offrait alors un spectacle d'une grande tristesse : les habitations avaient été pillées par les vainqueurs, la population était encore affamée, les boutiques vides. Rien de semblable à Zagreb, non, certes, que la ville respire la richesse et l'abondance, mais les vêtements sont décents et on n'a pas l'impression



d'habitants sous-alimentés. J'ai beaucoup circulé à travers la ville car il me faut avouer que j'ai délaissé la Conférence de temps à autre : j'ai visité les quartiers ouvriers des bords de la Save, les enfants étaient vêtus confortablement et avaient de bons souliers. Les marchés étaient bien fournis, surtout en fruits et en légumes : en ville les seules queues étaient aux boucheries-charcuteries. D'après ce que je voyais et d'après les renseignements que j'ai pu obtenir directement en des conversations, je constatais qu'il faut accorder à la nourriture une grande partie des ressources. D'autres pays sont, en cela, logés à la même enseigne et on entend dire là-bas ce qu'on entend dire souvent ailleurs : avec un seul salaire impossible d'y arriver, mais s'il entre deux salaires dans le budget familial, ça peut aller. Il y a beaucoup de librairies ; on y voit rarement des clients : on manque d'argent pour acheter des livres.

La ville est très animée, et assez tard dans la nuit. La grande place centrale — c'est la place de la République — aux limites de la ville viennoise et de la ville croate, est un immense forum où des groupes nombreux discutent toute la soirée. Un « Ziva Tito » s'inscrit en néon au sommet d'un grand immeuble, le seul que j'ai vu, et s'il y a de place en place des portraits de Tito, cela ne pourrait être comparé à ce qu'on voit en Russie et chez ses satellites. Les cafés aux allées immenses et toujours pleines sont aussi des centres très animés : on y lit les journaux et on y discute avec ardeur. Dans les rues, peu d'autos, même officielles ; on utilise beaucoup pour les transports des chariots très simples — une plate-forme montée sur deux roues — trainés à bras.

Dans mes promenades à travers la ville, longeant un jour les boutiques qui bordent l'Ilitsa — rue commerçante qui part de la place de la République — je remarquai que l'une d'elles attirait toujours de nombreux passants : l'inscription, « Engelski Tehionitza », me renseignant insuffisamment, je m'approchai et entrai. La boutique était archipleine. Au centre, des tables autour desquelles des hommes et des femmes, beaucoup de jeunes, feuilletaient ou lisaient les revues et magazines anglais. Au long des murs, les quotidiens étaient étalés sur des pupitres, tous étaient là : *Times*, *Manchester Guardian*, *Telegraph*, *New-Chronicle*, les ultra conservateurs *Mail* et *Express*, et enfin le *Daily Worker*. Ainal les Anglais ne craignent pas d'exporter le poison stalinien et les Yougoslaves permettaient aux gens de Zagreb de lire une prose nauséabonde où ils sont qualifiés de « fascistes-tilistes ».

Ma première réaction devant cette curiosité extrême pour les publications britanniques — car la boutique était toujours pleine à quelque heure qu'on y vint et, devant les journaux, il fallait attendre son tour, en deuxième ou troisième position — c'était qu'évidemment la population n'était pas satisfaite de l'information que lui offraient *Borba* et *Vjesnik*, et qu'elle profitait avec empressement de l'occasion offerte de la compléter par celle des publications britanniques. Cependant, continuant ma promenade, je me trouvais bientôt devant une autre « salle de lecture », celle-là exclusivement yougoslave mais non moins fréquentée que l'autre ; et quand, plus tard, voulant relire ce que Reclus écrivait sur Zagreb, je constatais que ma première expérience aurait pu m'entraîner à une appréciation mal fondée. Voici en effet ce que m'apprit cette lecture. « Il n'y a point de ville ou de grande commune croate qui n'ait sa « société de lecture » ou *Tehionitza*, ayant pour but principal de favoriser l'étude de la langue serbo-croate, mais s'occupant aussi de tout ce qui a rapport aux intérêts politiques de la nation. » Ma

conclusion hâtive aurait été erronée : celle qu'il faut tirer de cette petite histoire c'est la constatation que le présent régime a maintenu, et même étendu, cette remarquable institution.

Mais le régime ? Ces observations directes me conduisent à ce que j'en puis dire. Une de nos visites nous mena au siège de la Fédération des syndicats de Croatie, où nous eûmes loisir de questionner les dirigeants de l'organisation sur les syndicats et en particulier sur les comités d'usines auxquels une législation récente remet la gestion de l'entreprise. J'avais lu les textes et les explications verbales n'ajoutèrent pas grand-chose à ce qu'ils avaient pu m'apprendre. Le régime est dans une période de transition particulièrement difficile. Au début, jusqu'au schisme, en juin 1948, toute l'économie fut dirigée et organisée par des Russes et en fonction des intérêts de l'empire russe ; on encourageait des plans en contradiction flagrante avec les besoins du pays. De leur côté, les Yougoslaves élaboraient un programme d'industrialisation du pays hors de proportion avec les ressources dont ils disposaient alors, et, selon moi, hors de proportion avec une organisation rationnelle de l'économie. Renversement des plans, nécessité d'entretenir une armée nombreuse, considérée indispensable pour tenir en échec les provocations constantes des voisins stalinisés, bureaucratie pléthorique comme dans tous les régimes d'économie planifiée — tout cela constitue un lourd handicap dont il faut tenir compte pour porter un jugement valable. Comme on disait devant moi à un dirigeant des cheminots que quelque chose « ne tournait pas rond » dans les chemins de fer, il répondit : mauvais charbon, matériel usé, rails qu'il faudrait remplacer. Le programme récemment élaboré et en voie d'application comporte des mesures de décentralisation qui présentent le double avantage de permettre une réduction notable de la bureaucratie et de mieux administrer.

« L'usine aux ouvriers » doit entraîner un accroissement de la production en faisant pénétrer dans la conscience des ouvriers le sentiment que l'usine est leur. Le comité est élu par eux et est toujours révocable ; il devient responsable de la bonne marche de l'entreprise. Le salaire de base, fixe, se trouve complété par la répartition des profits réalisés. Mais ce qui montre à quel point l'armée pèse sur l'économie, une partie des profits va à la défense nationale. Le syndicat exerce un rôle de direction générale, de surveillance, de contrôle, d'éducation. Car dans un pays comme la Yougoslavie, il est évident qu'un tel régime exige la formation de cadres, d'ouvriers hautement qualifiés dans leur métier et aussi dans les questions d'organisation de la production.

La Centrale syndicale publie un bulletin mensuel où l'on trouve beaucoup de textes excellents : l'organisation syndicale a une double base : fédérations d'industrie et unions locales, ces dernières recevant, en vertu du programme de décentralisation, de nouvelles attributions et un plus grand pouvoir. Elle n'a pas adhéré à la Confédération internationale des syndicats libres ; une note d'un ton aigre-doux parue récemment dans les « Nouvelles Yougoslaves » révèle que Syndicats yougoslaves et C.I.S.L. se regardent, s'observent, restent méfiants. Invités à participer à la Conférence de Zagreb, l'A.F.L. ne répondit pas tandis que le C.I.O. exprima des doutes sur l'indépendance des syndicats yougoslaves à l'égard de l'Etat. Je crois qu'une franche explication serait préférable et mettrait fin à ces méfiances et hostilités réciproques. Il est certain que dans un pays où le régime capitaliste a disparu, les syndicats se trouvent dans une situation nouvelle, n'ont plus les mêmes tâches que



dans les pays capitalistes où la majeure partie de leur activité consiste en la défense des intérêts ouvriers contre les patrons. Dans une Internationale syndicale, il conviendrait de leur faire une place à part, mais le contact entre les uns et les autres serait profitable aux deux parties.

Dans quelle mesure les textes excellents dont j'ai parlé sont déjà appliqués ? Un bref séjour à Zagreb ne permet certainement pas de le dire : une enquête approfondie serait nécessaire ; mais on peut admettre qu'un délai soit indispensable pour arriver à une application généralisée : ce qui importe surtout c'est la tendance observée, la volonté sincère de conformer les actes aux paroles.

Un autre sérieux problème est celui de la paysannerie. Ici comme pour le reste on avait suivi et copié servilement le régime russe, imposé d'en haut et brutalement des exploitations collectives, et on est arrivé à ce résultat que dans un pays où existaient des traditions d'économie collective, on voit des paysans en nombre inquietant fuir les coopératives (1). J'avais lu dans des journaux anglais et américains des informations sur ce mouvement d'exode. La réponse qu'on me fit quand je cherchais à les vérifier me montra que le problème est sérieux. « Eh bien ! oui, il y a des paysans qui quittent les coopératives ; voulez-vous qu'on les fusille ! » Le ton de cette réponse était également significatif.

Reste la question nationale. Importante mais que je puis traiter sommairement puisque la R.P. a publié là-dessus, dans ses deux derniers numéros, des articles dont les auteurs sont tous deux Yougoslaves mais dont les conclusions sont exactement opposées. Le premier, Ciliga, insistant sur les antagonismes nationaux et religieux, excités par Moscou et exacerbés par l'impérialisme des Serbes, s'introduisant et s'imposant partout, aboutit à un pronostic pessimiste : Tito ne réussira pas mieux, en ce domaine, que les régimes précédents. J'étais surpris de lire cette appréciation, car au cours d'une visite que je lui fis en 1949, à Rome où il habitait alors, Ciliga, en une longue et, pour moi, instructive conversation, avait émis un jugement très différent. Il était réservé sur le régime intérieur — la rupture avec Staline ne datait que de six mois — mais il était affirmatif sur le fait que Tito avait manœuvré habilement en assurant la cohabitation pacifique des six républiques formant la Yougoslavie. Il est possible que Ciliga ait recueilli depuis des informations qui l'aient amené à changer d'opinion. Mais nous avons la riposte de Djoukitch que je trouve, pour ma part, en tout état de cause, convaincante ; car, en dehors des arguments qu'il donne, je trouve sa thèse confirmée par deux remarques. Si la situation était telle que Ciliga la décrit, des soulèvements intérieurs éclateraient fréquemment sur divers points du pays, si même il n'y avait pas déjà eu une subversion totale qui aurait renversé le régime de Tito ; les agents, nombreux, que Staline entretient en Yougoslavie n'auraient qu'à peine besoin d'envenimer les conflits nationaux et religieux pour provoquer des soulèvements que la propagande russe ne manquerait pas d'exploiter. Or on ne voit rien de tel.

Autre chose. Le pessimisme absolu de Ciliga

paraît plausible s'il était démontré qu'en fin de compte la Yougoslavie est une création artificielle, non viable. Mais c'est le contraire qui est vrai, et je puis invoquer une bonne autorité pour l'affirmer : c'est Elisée Reclus. Le troisième volume de sa « Nouvelle Géographie Universelle », traitant des pays balkaniques, a été publié en 1878 ; il fut donc écrit à une époque où l'Autriche, la Hongrie et la Turquie occupaient la plus grande partie des territoires qui forment aujourd'hui la Yougoslavie, et voici ce qu'on y lit : « La Slavie du Sud, ou Yougoslavie proprement dite, s'étend, on le sait, bien au-delà des frontières de l'Autriche-Hongrie. Elle comprend, au sud du Danube et de la Save, la Serbie indépendante, la Bosnie musulmane et toute la moitié de la péninsule turque occupée par les Bulgares ; elle touche à l'Adriatique, à la mer Noire et même au golfe de Salonique. Cette région du monde slave est donc aussi vaste que plusieurs des grands Etats d'Europe, mais elle est dépeçée en plusieurs fragments séparés par des camps, des forêts, des lignes de douane, et pendant des siècles les enfants de la même race, menés par des souverains étrangers, ne se sont rencontrés que pour le choc des batailles. Divisés par la politique, tous les pays slaves de Cisleithanie, de Transleithanie, d'Outre-Save n'en constituent pas moins d'avance, et virtuellement pour ainsi dire, une forte unité nationale, avec laquelle doivent compter même ceux qui refusent de la reconnaître. Les événements projettent leur ombre devant eux, et bien que la Yougoslavie n'existe pas encore, on peut la voir se préparer depuis longtemps. »

Ma conclusion est celle de Djoukitch ; je ne crois pas que ce soit le moment de critiquer sans merci le régime yougoslave et de l'enterrer comme le fait Ciliga. Je crois au contraire qu'on doit lui faire crédit. A ceux qui prétendent que Tito n'a fait que passer d'un bloc à l'autre il est facile de répondre que le Labour Party a, lui aussi, reçu, et pollicité, l'aide de l'Amérique, et que cela ne l'a pas empêché de poursuivre sa politique de nationalisations bien qu'elle ne fût pas du goût des capitalistes américains qui prélaient ou donnaient leurs dollars. Je sais tout ce qu'on peut dire contre Tito et les hommes qui l'entourent ; ils ont été trop longtemps stalinien ; la plupart se sont formés et développés dans le stalinisme ; leur mérite est plus grand de s'en être dégagés et il faut du courage pour ne pas hésiter à défier un puissant empire.

Novembre 1961.

A. ROEMER.

Les Anglo-Américains commencent alors cette série d'erreurs mortelles qui, de Casablanca à Moscou, de Moscou au Caire, du Caire à Téhéran, de Téhéran à Yalta, de Yalta à Potsdam, les ont amenés à perdre la guerre tout en la gagnant, et à la perdre pour eux et pour les autres. Car, en cédant à Staline, comme ils avaient cédé autrefois à Hitler, et en violant les principes dont ils avaient pris la défense devant les peuples et devant l'Histoire, ils ont préparé un monde entier, et à l'U.R.S.S. elle-même, des maux qui auraient pu être évités.

A. ROSSI.

(1) « L'exploitation du sol yougoslave montre un peuple de paysans préparé par des traditions d'économie collective (zadruga) à s'associer en syndicats portant le même nom (Zadruga) pour des œuvres d'amélioration des terres, de défense contre les abus du crédit agricole. 600.000 membres sont ainsi groupés et s'orientent vers la sélection des produits et la spécialisation des cultures. » *Géographie universelle*, VII, 469.



# EMILE GUILLAUMIN

Emile Guillaumin, l'écrivain paysan, l'auteur de « La Vie d'un simple », vient de mourir à Ygrande où il était né. Il s'est éteint dans sa soixante-dix-huitième année.

Toute la presse s'est bornée à l'annonce de cette nouvelle, l'étranger en dix ou quinze lignes.

Nous le constatons simplement.

Guillaumin restera comme une des figures les plus attachantes de notre littérature. Poète, essayiste, romancier fécond, il était resté un homme de la glèbe, et son œuvre est, dans la littérature paysanne, la plus caractéristique par son authenticité parce que c'était de la même main qui s'appuyait sur la bêche ou fauchait la mancheron qu'il l'écrivait.

« La Vie d'un simple », en 1904, ayant connu un grand succès, nationalement et internationalement, et les livres qui suivirent n'ayant pas obtenu une si large audience, on a tendance à vouloir voir en leur auteur l'homme d'un seul livre. C'est une grossière erreur, contre laquelle il faut s'élever.

Dans un des rares articles (car ils ont été rares) qui viennent d'être donnés, celui du « Peuple » de Bruxelles, Louis Piéroud déclara : « Il était l'auteur d'un seul livre, mais quel livre ! » Piéroud n'aurait-il pas lu « Le Syndicat de Bougignoux », c'est à croire et c'est bien dommage.

Il est possible que tous de ses ouvrages ne soient pas de la même puissance, de l'ampleur des « Mémoires d'un métayer », mais tous sont gonflés de la même émotion soignée et d'une égale vérité.

Devant un écrivain comme Guillaumin, autodidacte, il ne peut être question de juger seulement un artiste. Il avait été à l'école jusqu'à douze ans, rappelé aux réalités des exigences de sa vie de pauvre, ses humilités se poursuivaient dans le travail quotidien de la petite ferme que faisaient valoir ses parents. Rien ne le prédisposait à être un homme de lettres si ce n'est qu'il aimait lire. Il lisait tout ce qui lui tombait sous la main, mais ses lectures furent moins l'enseignement de la technique de l'écriture qu'une confrontation avec la vie qu'il vivait ; ces livres ne faisaient que rarement une part à l'existence rurale et ceux qui en parlaient montraient plus d'application et de bonnes intentions que des dons d'observation. Il essaya alors de prendre la plume. Très vite, il tenta d'exprimer ce qu'il voyait au milieu des siens. « Dialogues bourbonnais » et « Tableaux champêtres », écrits vers la 25<sup>e</sup> année, n'étaient certes pas des livres propres à imposer leur auteur, mais ils avaient déjà un ton. Et c'est le ton que l'on retrouvait trois ans plus tard dans « La Vie d'un simple ». Guillaumin y montrait le paysan plongé dans la réalité, aimant la nature comme l'enfant aime sa mère ; et peut-être pour la première fois dans le roman français, un auteur avait su dire combien la vie paysanne était la communion au jour le jour de l'homme avec la nature. C'était une sorte de fresque que retraçaient ces « Mémoires d'un métayer », mais le peintre s'y révélait plus un psychologue et un historien qu'un dessinateur. Par delà la couleur et la trait, c'était, au delà des mots, l'expression même de l'âme paysanne. Dans une langue simple, sans éclat, mais vibrante, l'œuvre donnait l'impression d'apporter un sujet neuf. Mirbeau le comprit qui lança le livre... et des esprits aussi différents que Daniel Halévy, Paurat, Jean-Richard Bloch, le poète auvergnat Vermeux, en dirent alors les mérites. Cependant, nul mieux que Lucien Jean, qui révéla Charles-Louis Philippe à lui-même, ne sut dégager la logique de cette publication.

« Je tiens à le signaler, notait Lucien Jean, comme un événement en dehors de la littérature, comme l'expression spontanée de la vie d'une classe, d'une époque ». Devenu écrivain par vocation, M. Guillaumin, disait-il, a mis dans ce livre l'essentiel, la vie profonde, sans souci de l'émotion qui se dégage puissamment, d'ailleurs. Lucien Jean définissait d'une formule que je veux reprendre l'originalité de cette œuvre : celle d'Art spontané. Toute l'œuvre de Guillaumin est sous ce signe. Qu'on prenne « Le Syndicat de Bougignoux », « Près du sol », « A tous vents sur la glèbe », et même les œuvres secondaires, comme « Rose et sa Parisienne », « Baptiste et sa femme », « La Peine aux chaumières », on retrouve cette spontanéité.

Essayiste, Guillaumin avait donné deux remarquables études, « Panorama de l'évolution paysanne », de 1870 à 1935, et « François Péron, enfant du peuple, voyageur et géographe ».

Militant socialiste, il resta toujours dévoué à sa classe, et l'explication de l'insuccès de « Syndicat de Bougignoux », livre magnifique, c'est que son auteur, au lieu de hanté les salons, profitant du succès de « La Vie d'un simple », faisait de l'action syndicaliste et coopérative. « Le Syndicat de Bougignoux » retraçait les luttes, les espoirs et les premières victoires acquises du prolétariat paysan. Il est curieux de constater que c'est à partir de ce livre que la critique se désintéressa de lui. C'est à partir de ce moment qu'on déclara qu'il était l'homme d'un seul livre. Au bout de quelques années il était devenu quasi inconnu. Au point que Thérive, en 1925, le croyait défunt, ce qui lui valut une lettre de pseudo-mort.

Guillaumin venait de temps en temps à Paris mais on le connaissait si mal dans les milieux littéraires qu'un jour un homme de lettres ayant l'idée de composer une anthologie de la littérature paysanne, ne posant quelques questions, on arriva à Guillaumin.

— Pour Emile Guillaumin, je ne sais si je l'ai vu... ce doit être un paysan honoraire...

— Ah ! lui répondis-je, si vous avez l'honneur de serrer la main de Guillaumin un jour, vous pourrez comparer avec la vôtre. Vous verrez si on a ces mains-là en maniant le porte-plume...

■

Plusieurs fois couronné par l'Académie française, Guillaumin avait obtenu le prix Olivier de Serres en 1942 pour l'ensemble de son œuvre.

Il avait connu la gloire, mais sans la richesse, et jusqu'à la fin mena de pair sa petite exploitation agricole et l'édition de ses derniers manuscrits. Le dernier paru, « Sur l'appui du manche », trouva d'éditeur en éditeur avant de pouvoir sortir.

Mais Guillaumin était un sage, et il savait que son œuvre lui survivrait. Pour le reste, il demandait au travail de la terre de le nourrir, lui et les siens. Cela peut-être, du moins elle n'est pas ingrate. Qu'importait la vente de ses livres et les satisfactions de vanité ?

Sa mort le rappelle au souvenir des vivants. On répète sans doute encore : « Il était l'homme d'un seul livre ». La critique littéraire vit sur des clichés. Mais même on serait-il ainsi qu'il y aurait une différence entre Guillaumin et les auteurs qu'on déclare hommes d'un seul livre... « La Vie d'un simple », c'était quasi une date. Une des rares dates inoubliables dans l'histoire des lettres, celle de l'entrée d'un accent nouveau dans le domaine de l'art.

Henry POULAILLE.



# LÉNINE, TROTSKI, STALINE et le problème du parti révolutionnaire

Suite des réflexions à propos du cinquantenaire de la formule léniniste du parti

## II. — Les « Comitards »

Si, sur l'histoire du bolchévisme, il y a un grand nombre d'ouvrages, l'histoire et la sociologie des révolutionnaires professionnels restent encore à écrire. Peu d'études sérieuses sur la vie des organisations et des militants bolchéviques des provinces russes, peu de vues d'ensemble surtout. Thème essentiel pourtant s'il en fut, lorsqu'on veut comprendre la rapidité de la dégénérescence du régime de 1917. En 1924, Zinoviev écrivait : « C'est de ce groupe de révolutionnaires professionnels, fondé il y a une vingtaine d'années, que sont sortis presque entièrement les cadres qui assument aujourd'hui la direction de notre parti et même de l'Etat » (18).

Dans les lignes qui suivront, nous ne pourrions donner certes qu'une image rapide du problème.

A la jeunesse du mouvement marxiste de Russie correspondait la jeunesse de ses combattants : 1901-33 était l'époque des militants de moins de 30 ans. Intellectuels d'origine petite-bourgeoise, en grande majorité, ils étaient dévoués sans limite à la cause socialiste. Ils avaient abandonné carrière et famille et vivaient pauvrement. Ils savaient que la prison et la déportation les attendaient presque certainement. Leur plus grande ambition était d'aider les ouvriers à s'émanciper. Par la force des choses pourtant ils étaient amenés, eux, non-ouvriers, à s'installer à la direction des ouvriers et à reléguer ceux-ci au rôle de pionniers. La vie des révolutionnaires professionnels était très différente de celle des ouvriers. Rendez-vous clandestins, séances, voyages, conférences, rapports à préparer ou à étudier prenaient le plus clair de leur temps. Lorsqu'ils dirigeaient une grève, ce n'était presque jamais du milieu de la masse : ils étaient clandestins le plus souvent et surtout ils ne devaient pas se compromettre. Ils tenaient des réunions secrètes avec la fraction bolchévique du syndicat ou avec des ouvriers de confiance. Ils étaient « liés » au milieu ouvrier, ce qui indique, en même temps, qu'ils étaient en dehors.

Les révolutionnaires professionnels avaient le sens de l'efficacité. Ils avaient eux aussi l'ambition de faire vite. Peu à peu ils étaient devenus de vrais techniciens des problèmes d'organisation ouvrière. Or, les ouvriers, eux, quoique sympathisants en majorité, évoluaient lentement. Analphabètes bien souvent, pris dans les soucis de leur vie, travaillant des 12 et 13 heures par jour, peu d'entre eux pouvaient s'élever au niveau d'organisations politiques. Et ceux qui y réussissaient, les révolutionnaires professionnels, écoutant les conseils de « Que faire ? » et surtout le besoin criant de cadres, les faisaient sortir de l'usine. Très, très vite alors, l'ancien ouvrier acquiesçait les mœurs de son nouveau milieu et se détachait de l'usine.

Du principe d'efficacité au refus pur et simple des travailleurs d'usine dans les comités du par-

ti, il n'y avait qu'un pas que les révolutionnaires professionnels franchissaient en général. Et l'étape suivante était une confiance sans limites dans les vertus des comités, un orgueil et une suffisance de mauvais aloi. Dès ce moment, on n'appelait plus les révolutionnaires professionnels autrement que « comitards » ; ils étaient déjà alors en voie de constituer une nouvelle caste.

Vers 1905 les étapes citées étaient franchies : « Le parti souffrait de l'orgueil de ses bureaux et c'était là le commencement de la bureaucratization », dit Trotski (*Staline*, p. 89). Et Krupskaya, la compagne de Lénine, note dans ses Mémoires : « Le comitard était d'ordinaire un homme plein d'assurance : il avait l'énorme influence que le comité avait sur les masses ; en règle générale, le comitard n'admettait aucune démocratie à l'intérieur du parti » (19).

Pourtant, la situation était telle que les comitards étaient indispensables à l'organisation. Ils maintenaient les liaisons, ils faisaient imprimer et diffuser la littérature politique. Grâce à eux, bien des ouvriers réussaient à briser l'obscurantisme officiel et arrivaient à une compréhension plus large des problèmes politiques.

Staline faisait partie de l'ordre des révolutionnaires professionnels dès 1901. Agé de 21 ans, il y entra pour ne plus le quitter. Nous ne prendrons pas parti ici à la discussion sur les traits personnels de Staline. Il nous suffira de dire qu'il avait quelques-unes des qualités qui font un bon révolutionnaire professionnel : fermeté, persévérance, courage. D'autre part, son manque de chaleur, son incapacité de communier largement avec la masse soit par la parole, soit par l'écrit le confinaient au monde des comités, en faisaient le comitard par excellence. Tandis que sa ruse, sa capacité de déceler les points faibles de l'adversaire étaient une garantie supplémentaire de carrière dans le milieu fermé où il évoluait.

Staline mènera jusqu'à la révolution la vie non dépourvue d'héroïsme de ses camarades : il milita, est pourchassé ; arrêté, il s'évade, milite de nouveau. Dès le premier moment, Staline acquerra aussi tous les défauts des comitards. Trotski note qu'en automne 1901, Staline, membre du comité de Tiflis, s'oppose formellement à l'entrée des ouvriers dans le comité, et en janvier 1905, Staline écrira dans la *Lutte prolétarienne*, journal socialiste géorgien : « L'unité de vues sur le programme, la tactique et les questions d'organisation constitue la base sur laquelle notre parti est bâti. Si l'unité de vues s'émiette, le parti s'émiette également » (20).

La révolution de 1905 le fait que les masses abandonnaient leur passivité au profit, désormais les comitards : le poids de l'activité était dans la rue maintenant et non plus au sein des comités. La

(18) Zinoviev, « Histoire du parti communiste russe ».

(19) Krupskaya : « Souvenirs sur Lénine », p. 174.

(20) Cité par Deutscher, O.C., p. 82. Traduit de l'anglais par nous.



réaction de Staline est typique de l'état d'esprit qui régnait alors dans les comités : à la suite de la fusillade du 9 janvier 1905, à Petersbourg, qui marque le début de la révolution, Staline écrit dans un appel : « Tendons-nous la main et serons-nous autour des comités du parti. Pas un instant nous ne devons oublier que seuls les comités du parti peuvent nous diriger comme il convient, que seuls ils nous éclaireront la voie de la terre promise. » (21).

En octobre 1905, lorsqu'en pleine grève générale les ouvriers de Petrograd désignent spontanément des délégués pour le premier soviet, le comité bolchévique de la ville regarde le nouveau venu avec méfiance, comme un concurrent possible. Pour le soutenir le comité posera au soviet la condition de se déclarer pour le programme de la social-démocratie, pratiquement de se soumettre au comité. Le soviet refusa. Il était l'expression vivante d'une réalité nouvelle que le comitard, conservateur comme tous les bureaucrates, ne pouvait comprendre.

Lénine était « le Vieux » pour les révolutionnaires professionnels. Non pas à cause de son âge — Lénine avait 35 ans en 1905 — mais il faut voir là une marque très rare de respect. Lénine était l'auteur des idées que portait le jeune appareil bolchévique ; il était en même temps le créateur de cet appareil même. Lénine continuait à suivre l'appareil, pourtant il mesurait les choses à une tout autre échelle que les révolutionnaires professionnels. Ces derniers, pris d'abord dans l'engrenage exigeant de la construction de l'appareil, de son maintien et de son extension ensuite, étaient amenés à perdre de vue que l'appareil n'est qu'un moyen et non pas un but.

Certes, les écrits de Lénine de 1901 pouvaient par leur côté de rigueur absolue être interprétés dans ce sens : il avait eu en vue une nécessité urgente. Mais Lénine savait — nous l'avons vu — s'adonner à une œuvre et en même temps la dominer. Il en allait autrement pour l'œuvre même, pour l'organisation. Absorbée à grandir, manquant de démocratie intérieure, elle était incapable de se voir et de se juger réellement.

En octobre 1905, de l'étranger, au vu de télégrammes de presse, Lénine se rendit compte de l'importance du soviet de Petrograd et demanda à ses partisans de changer d'attitude. En janvier de la même année, note Trotski, sans doute le jour même où Staline recommandait aux ouvriers de Tiflis le comité où il siégeait comme guide pour la « terre promise », Lénine écrivait : « Donnez libre cours à la haine et à la colère que des siècles d'exploitation, de souffrance et de malheur ont accumulés dans vos cœurs ! » (22). Rien ne peut mieux mesurer la distance qui séparait Lénine des comitards en 1905.

La même année également, en avril, se tient à Londres un congrès bolchévique où Lénine fut mis en minorité par les comitards sur la question de la participation ouvrière aux directions locales du parti. Lénine demandait une direction ouvrière dans chaque comité ; les comitards déclaraient qu'il n'y avait pas assez d'ouvriers qui soient capables de remplir ces fonctions. Lénine avait en vue la masse ouvrière qui se réveille, les comitards la bonne marche de l'organisation. Les deux pouvaient se réclamer du bolchévisme.

Quatre ans après *Que faire ?*, l'organisation préconisée dans cet ouvrage existait et la netteté des termes de ce livre y avait certes contribué. Mais maintenant, les militants, devenus des comitards, s'appuyaient sur l'idée de l'importance décisive de

l'organisation dans les luttes ouvrières contenue dans le bolchévisme pour en tirer raison de ne plus s'appuyer sur les ouvriers mêmes.

Pendant les années brillantes du mouvement révolutionnaire, 1905-06, Staline, comitard par excellence, se réfugia dans le seul coin de l'organisation où le souffle démocratique ne pénétrait pas : l'appareil technique. En 1906, Staline participe à la conférence bolchévique de Tamerfors : il y rencontre pour la première fois Lénine. Des années plus tard, il nous donnera une description de cette rencontre : « L'usage veut qu'un « grand homme » arrive habituellement en retard aux réunions afin que les membres de l'assemblée attendent sa venue, le souffle en suspens. Et puis les assistants avertissent de l'arrivée d'un grand homme par des « chut ! », « silence ! », « le voilà ! ». Ce cérémonial ne me semblait pas superflu car il m'imposait, il inspirait le respect. Quelle ne fut pas ma déception quand j'appris que Lénine s'était présenté à la réunion avant les délégués et que dans un angle de la salle il poursuivait le plus simplement du monde une conversation des plus ordinaires avec le plus ordinaire des délégués de la conférence. Je ne vous cacherais pas que cela me parut à l'époque comme une certaine violation de certaines règles. » (23).

On a là une image de ce que devenait à l'échelle du comité de Bakou le principe énoncé par Lénine de la nécessité d'un groupe stable et uni de chefs.

Les années de réaction, après 1906, furent marquées par de graves dissensions au sein du socialisme russe. Les « liquidateurs » ont pratiquement renoncé à l'espoir de la révolution ; les « conciliateurs » ne voulaient pas rompre avec les premiers. Lénine combat à l'épée ces deux tendances et à un moment il a la majorité des militants bolchéviques de Russie contre lui : Lénine avait en vue la perspective du réveil de la classe ouvrière, les comitards la force immédiate des comités « conciliateurs » qui réunissaient la majorité des social-démocrates.

En janvier 1911, Staline écrit une lettre dans laquelle il qualifie la polémique de Lénine avec le bloc conciliateur Trotski-Martov-Bogdanov de « tempête dans un verre d'eau ». « Mais les ouvriers — continue-t-il — commencent à regarder l'émigration en général avec dédain : « Qu'ils demandent la lune autant que le cœur leur en dit, mais nous à qui les intérêts du mouvement sont chers, travaillons et le reste s'arrangera — c'est selon moi, ce qu'il y a de mieux à faire. » (24).

Attitude typique de comitard, s'il en fut : le travail pratique seul compte ; grâce à lui, « tout s'arrange » ; la lutte idéologique n'est que tempête dans un verre d'eau. « Pour que Staline respecte l'idéologie — écrit Trotski — il faudrait qu'elle ait produit une bureaucratie. » Avant 1913, les comitards ne respectaient réellement que cette partie du léninisme qui avait déjà produit un début de bureaucratie : la théorie organisationnelle.

Pourtant, tout en réservant l'avenir, Lénine zapéguait de nouveau à fond les « praticiens » pendant la période de réaction. Tout se débattait, les ouvriers se laissaient, les milieux intellectuels de gauche étaient démoralisés. Il est certain que pendant cette phase difficile la majorité des cadres bolchéviques resta à son poste. Certes, les comités eux-mêmes n'étaient pas des abstractions et le vide autour d'eux les influençait. Mais par un effort de volonté on pouvait les faire vivre et du fait même que le comitard prenait son point d'appui en premier lieu dans le comité et non dans la masse

(21) Cité par Trotski, O.C., p. 95.

(22) Cité par Trotski, O.C., p. 95.

(23) « Lénine vu par Staline ». Œuvres choisies de Lénine. Vol. 1, p. 31-32. Édition française de Moscou.

(24) Cité par Trotski, O.C., p. 260.







point cette évolution : le gouvernement provisoire n'était-il pas un pas vers ce gouvernement populaire de coalition que préconisait Lénine ? Même si les bolchéviques présents à Petrograd en février-mars voulaient un gouvernement plus radical, ils ne lui donnaient encore, conformément à la formule de la dictature ouvrière-paysanne qu'un programme bourgeois.

Staline, arrivé de déportation le 14 mars, n'était pas hors de l'ancienne ligne de Lénine lorsqu'il écrivait dans la *Pravda* que « les bolchéviques soutiendront résolument le gouvernement provisoire dans la mesure où il lutte contre la réaction ou la contre-révolution. » (28) En échange, il dépassait cette ligne lorsque, à la conférence bolchévique de fin mars, il déclarait qu'il fallait empêcher retarder la rupture entre prolétariat et bourgeoisie. Mais en fait, plus qu'une inconséquence de Staline, il faut voir là la fragilité du léninisme de 1905. Lénine avait été, dans sa tactique, anticapitaliste :

« Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » répondait aux vœux du prolétariat avancé. Trotski note qu'à Petrograd, dans les assemblées ouvrières, aussitôt qu'une motion pro-soviétique était présentée, elle était adoptée à la quasi-unanimité. Le 4 mars, le comité bolchévique de Vyborg, fameux rayon révolutionnaire de Petrograd adopta une résolution en faveur du pouvoir aux soviets et l'afficha. Le comité bolchévique de la ville le réprimanda et Vyborg dut s'incliner. Les révolutionnaires professionnels eux-mêmes se différencient : tout en bas de l'échelle ils subissaient la pression ouvrière, en haut celle des sphères gouvernementales. »

Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » répondait aux vœux du prolétariat avancé. Trotski note qu'à Petrograd, dans les assemblées ouvrières, aussitôt qu'une motion pro-soviétique était présentée, elle était adoptée à la quasi-unanimité. Le 4 mars, le comité bolchévique de Vyborg, fameux rayon révolutionnaire de Petrograd adopta une résolution en faveur du pouvoir aux soviets et l'afficha. Le comité bolchévique de la ville le réprimanda et Vyborg dut s'incliner. Les révolutionnaires professionnels eux-mêmes se différencient : tout en bas de l'échelle ils subissaient la pression ouvrière, en haut celle des sphères gouvernementales.

Le mois d'avril fut marqué par la lutte de Lénine avec les comitards pour la réorientation du parti. Il arriva que les comitards accusassent Lénine de « trotskisme ». Le 14 avril, Kollontai, futur président du soviet suprême, révolutionnaire professionnel, déclare : « J'estime que le vieux bolchévisme ne s'est nullement révélé inapplicable pour le moment présent et je m'étonne que Lénine déclare que les vieux bolchéviques sont devenus gênants au moment présent. » (29) Au cours des discussions, il arrêta à Lénine de parler de « Ces vieux bolchéviques qui plus d'une fois ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant sottement une formule apprise par cœur au lieu d'étudier l'originalité d'une situation vivante et nouvelle. » (30)

Lénine réussira à faire adopter son orientation : elle allait dans le sens du mouvement de la masse et celui-ci était puissant comme une lame de fond. Les révolutionnaires professionnels suivirent le mouvement : ils commençèrent à conquérir les soviets : rien d'imposait davantage au comitard que le fait accompli et, en cela, il ressemblait à tous les bureaucrates.

L'état d'esprit comitard continuera à vivre à demi masqué à l'intérieur de la situation nouvelle qui était caractérisée par l'activité des masses. À chaque recul de la révolution, à chaque reflux des ouvriers, fût-il passager, comme aux mois de juin-

juillet 1917, le poids relatif de la question sociale et de la question de la révolution augmentait.

Pendant la révolution, les masses devenaient de plus en plus conscientes de leur rôle. Le 17 octobre 1917, cependant, fut qu'il n'eut pas les moyens de réaliser ses intentions. Certes, il donna la terre et ceci lui assura un grand succès. Mais, à la fin de la guerre civile, il fut forcé de revenir aux méthodes consacrées du commandement individuel.

## LA FIN DES SOVIETS

La guerre civile sévissait. Dès 1918 on enleva aux soviets des unités de l'Armée Rouge tout pouvoir de décision. De même, contrairement à la tradition d'avant octobre 1917 les soviets des localités où les unités stationnaient n'y ont plus aucun droit de regard. Pour gagner la guerre civile, on était forcé de revenir aux méthodes consacrées du commandement individuel.

La deuxième breche dans le système soviétique plus importante que la première, fut la création en 1919 d'une police politique secrète, fortement hors du contrôle direct des Soviets. Dans ses Mémoires, Victor Serge (31) montre de manière saisissante comment cette police, la tcheka, tend dès le début à se rendre indépendante, comment elle devient à peu près incontrôlable, comment, comme toutes les polices, elle grossit et crée des « affaires » pour justifier de son importance, comment elle tend à se mêler de tout.

Parallèlement, dès 1918, une crise tragique de production oblige les autorités à mettre en vigueur dans les usines le système des primes et du salaire aux pièces qui brise la solidarité entre ouvriers. De même, on revient au système de la responsabilité personnelle, celle du directeur nommé par l'administration. Le soviet n'aura plus qu'un rôle de contrôle, qui toutefois sera encore effectif quelque temps.

Cependant, la classe ouvrière elle-même commençait à refluer, surtout depuis la fin de la guerre civile. Que lui avait donné le régime ? A quoi lui servait la collectivisation des usines lorsqu'il n'y avait ni matières premières, ni — souvent — de techniciens capables ? La famine sévissait et le « charbon pour soi » reconquerrait ses droits. Dès 1920 les soviets d'entreprise n'avaient plus de vie réelle ; les seuls à venir aux réunions étaient les membres du parti et les inévitables carriéristes.

En somme, tout concourait pour que les comitards reprissent leurs droits. Leur activité d'ailleurs n'avait été noyée dans celle de la masse que pendant un temps assez court : deux ans peut-être.

Après la guerre civile, la situation changea. La répression, pendant la guerre civile elle avait été dans les premiers rangs (32). Que pouvaient peser à côté de ces états de service les années de « désastre » 1905 et 1917 ?

(31) Victor Serge « Mémoires d'un Révolutionnaire », Editions du Seuil, Paris 1950.

(32) La répression, pendant la guerre civile elle avait été dans les premiers rangs (32). Que pouvaient peser à côté de ces états de service les années de « désastre » 1905 et 1917 ?

(28) Cité par Trotski « Staline » p. 280.

(29) Cité par Trotski « Histoire de la Révolution

(30) Cité par H. Souvarine, « Staline » p. 249.



## LE TRIOMPHE DES « COMITARDS »

Dès avril 1920, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de Lénine, Staline peut se permettre de parler de celui qui est persuadé représenter un élément indispensable. Son article sur « Lénine comme organisateur du parti » (33) est précieux pour juger de l'état d'esprit des comitards après la fin de la guerre civile lorsque le régime n'était plus menacé. « La plus importante contribution qu'il faut inscrire à l'actif du camarade Lénine — dit Staline — fut son attaque furieuse contre l'absence de tout principe programmatique et de politique n'étant chez lui qu'un ornement de l'organisation fondamentale ».

Il est intéressant de noter que Staline, dans son article, ne mentionne pas le rôle de Lénine en tant que chef de file des révolutionnaires professionnels. Il se contente de dire que Lénine était un « organisateur du parti ». Cela suggère que les comitards, à cette époque, ne considéraient pas Lénine comme le chef de file des révolutionnaires professionnels, mais plutôt comme un organisateur du parti.

Il est également intéressant de noter que Staline, dans son article, ne mentionne pas le rôle de Lénine en tant que chef de file des révolutionnaires professionnels. Il se contente de dire que Lénine était un « organisateur du parti ». Cela suggère que les comitards, à cette époque, ne considéraient pas Lénine comme le chef de file des révolutionnaires professionnels, mais plutôt comme un organisateur du parti.

Zinoviev parle en 1924 (35) de 10.000 anciens révolutionnaires professionnels qui détiennent les rênes du pouvoir. Il est intéressant de noter que Zinoviev, dans son article, ne mentionne pas le rôle de Lénine en tant que chef de file des révolutionnaires professionnels. Il se contente de dire que Lénine était un « organisateur du parti ».

Il est également intéressant de noter que Staline, dans son article, ne mentionne pas le rôle de Lénine en tant que chef de file des révolutionnaires professionnels. Il se contente de dire que Lénine était un « organisateur du parti ».

34) Trotski, « Staline », p. 540.  
35) Zinoviev, « Histoire du Parti communiste », p. 100.

travaux de Lénine sont à leur tradition de révolutionnaire de décembre 1917 à 1924. Les révolutionnaires professionnels ont été remplacés par des comitards en tant que chefs de file.

La transition du pouvoir à des révolutionnaires professionnels a été une étape importante dans l'histoire du parti. Cela a permis au parti de passer d'un parti de révolutionnaires professionnels à un parti de révolutionnaires professionnels.

La transition du pouvoir à des révolutionnaires professionnels a été une étape importante dans l'histoire du parti. Cela a permis au parti de passer d'un parti de révolutionnaires professionnels à un parti de révolutionnaires professionnels.

La transition du pouvoir à des révolutionnaires professionnels a été une étape importante dans l'histoire du parti. Cela a permis au parti de passer d'un parti de révolutionnaires professionnels à un parti de révolutionnaires professionnels.

Malgré l'opposition de Lénine, Staline usera en 1923 de brutalités bureaucratiques en Géorgie. C'était là, dit Trotski, la première victoire de la fraction de Staline contre celle de Lénine. C'est exact si on considère seulement l'aspect révolutionnaire-démocratique du léninisme ; ce ne l'est plus si l'on tient compte que Staline avait aussi pleinement droit de cité dans le bolchévisme.

S'il avait eu le temps, Lénine aurait pu briser Staline, mais non éviter la montée bureaucratique. Lénine ne pouvait pas empêcher la révolution du pays, mais les comitards pouvaient à bon droit se réclamer de leur tradition léniniste. Ils ne pouvaient pas être considérés comme des révolutionnaires professionnels.

Dans la lutte contre les bureaucrates, Lénine agit avec une grande fermeté. Il ne pouvait pas empêcher la révolution du pays, mais les comitards pouvaient à bon droit se réclamer de leur tradition léniniste. Ils ne pouvaient pas être considérés comme des révolutionnaires professionnels.



12-364



ment 1939, ce qu'il y avait déjà d'ossifié, de bureaucratique dans les comités du parti était couvert et affaibli par la vague populaire si réelle-ci avait pu se conjuguer à la révolution mondiale comme l'avait escompté Trotski, la question de la bureaucratie bolchévique aurait été relativement de peu d'importance. C'était là sans doute la perspective de Trotski en 1917 en adhérant au parti de Lénine. Mais la révolution mondiale ayant échoué, après d'immenses spasmes, on fut encore l'étroitesse et la routine d'organisation qui donnaient tort à Trotski. La vague populaire retirée, il se trouva dans un milieu qui lui était absolument hostile. Les vieux bolchéviques-comitards. Mais il ne lui était plus possible de faire volontairement marche arrière, comme quelques années auparavant, par rapport aux menchéviques. Il avait entrepris à côté des bolchéviques une œuvre gigantesque qu'il ne pouvait abandonner. Or, pour pouvoir l'influencer le seul moyen était le parti et s'y trouver signifiait accepter sa loi. L'alternative que les comitards lui présentaient était : se soumettre à eux ou rompre avec le parti et le régime soviétique, qui maintenant se confondaient. Trotski ne put choisir ni l'un ni l'autre. Mais, de ce fait la voie qu'il adopta ne put être que contradictoire, et il la légua au trotskisme.

Nous touchons à la fin de notre étude. Nous avons tenté de déclarer un aspect de la dégénérescence du régime soviétique. Nous espérons aussi avoir tant soit peu aidé à poser le problème du parti ouvrier.

Pour nous, la formule léniniste du parti n'a pas de valeur universelle : elle est le produit des conditions de la Russie des années 1900. Vouloir l'appliquer au monde entier un demi-siècle plus tard, nous semble néfaste et inepte.

La dégénérescence du parti communiste après octobre 1917 est liée à ce que M. J-P Sartre appelle dans sa préface au *Communisme soviétique* de Louis Duménil, l'obscureté des dirigeants soviétiques qui perdent le contact avec la classe ouvrière réelle subjective. Mais, pour nous, ce décalage a des racines lointaines dans celui qui existait déjà entre comitards et ouvriers de 1905.

Le stalinisme a hérité de l'aspect antidémocratique de l'ancien bolchévisme. Pour sortir de la contradiction des premières années du régime un gouvernement ouvrier incapable d'améliorer le sort de l'ouvrier — Staline se réfugia de plus en plus dans l'obscureté, dans la négation pure et simple du fait qu'il existe une opposition ouvrière profonde. Et comme celle-ci se reproduit malgré tout dans le parti, on épure périodiquement. Que les bureaucrates d'aujourd'hui excluent et fusillent les comitards d'hier ne rompt pas la continuité de l'esprit démocratique et proche des masses du léninisme.

Trotski se réclame de ce dernier aspect du léninisme, de ses périodes d'entente avec Lénine, pour se proclamer héritier du bolchévisme. C'est un fait — comme nous l'avons vu — qu'àux moments cruciaux, en 1905 et 1917, lorsque Lénine combattit les comitards pour s'appuyer sur les masses, il retrouva Trotski sur ses positions. Mais en se réclamant du léninisme en adoptant la formule léniniste du parti, Trotski introduit dans sa doctrine un grave élément de contradiction qui contribuera à l'empêcher de rompre sur tous les points avec le régime de l'U.R.S.S.

BENNE SAREL

(38) Aussitôt après février comme Lénine, Trotski se prononça contre le gouvernement provisoire et pour le pouvoir soviétique.

## Lettre du Maroc

Si les morts du 1 novembre à Casablanca n'étaient pas absolument prévisibles, il est par contre certain qu'il y aurait eu sur la des incidents.

Le 11 se passe en effet la Résidence aux 100 de de faire voter un corps électoral tout nouveau : 150 000 agriculteurs et commerçants patentés. Aux précédentes élections (de 194) le corps électoral correspondait ne comprenait que 6 000 membres.

Préparer des élections, ce n'est pas toujours un jeu. En effet il faut que les partis dressent des candidats et que ceux-ci fassent campagne. Il faut choisir plus de temps qu'il n'y a d'électeurs nouveaux. Tant que les cartes électorales ne sont pas distribuées (1), qui peut savoir s'il est électeur ou non ?

Les élections au Maroc ont été brusquées. Elles ont eu lieu le 11 novembre. Le but de la manœuvre était d'empêcher le parti d'opinion du parti du Sultan de faire sa campagne électorale. La Résidence a été à cet égard à une véritable prouesse. Les élections ont été françaises et qui devraient se définir : la France.

Le 11 novembre, on a bien entendu de son côté, n'est pas sans comprendre à manœuvre. Il conseille l'abstention. La non-participation aux élections brusquées. Cette décision est si peu secrète qu'elle est devenue une première page de l'histoire moderne du parti. (Car il est maintenant un jour). La censure est supprimée. C'est même à cette chose que le Sultan est obéissant de Vincent Auriant au cours de son voyage de l'année dernière).

Les élections venues, quel est le passé ?

Dans le nord on peut en penser très un événement nouveau : on s'attendait à ce qu'il y ait une importante dans d'autres endroits, là où le Congrès a eu lieu. On a occupé personnellement des sections, participant on importante.

Mais à Casablanca, rien n'a été possible. Les élections ont été brusquées. Elles ont été à la fois, dans la grande ville de Casablanca, une manifestation dérisoire. Il est au contraire possible à Casablanca de voter de la question. On a même beaucoup remarqué dans les milieux français la présence à Casablanca dans les jours précédant l'élection du roi Hassan (roi du Maroc).

Le premier résultat fut un boycott des bureaux de vote par des barrages menés de tout le monde. Mais cela fut, bien entendu, une participation dérisoire au vote (10 %), mais aussi — hélas ! — des morts. Car à un moment, au moment où dans les rues, les policiers se mettaient à tirer. La presse française a parlé, sur ce point, d'élus de la presse chargés de mettre à l'abri les manifestants pour sur leur motif de l'indépendance de la presse. Ce motif est certainement à mettre dans la même catégorie que les lois de répression du 6 février et les persécution de la Commune. Chaque fois qu'il y a une manifestation politique le clan des massacreurs revient contre le parti des massacreurs quelque chose de la période et imagine de nouvelles destinées à légitimer la massacre.

Combien de morts ?

Qui le saura ? Les journaux et l'administration ont dit 2, 5 ou 8. Si l'on en croit le rumeur populaire et les policiers racontant comment ils ont tiré dedans à la mitrailleuse, ces chiffres devraient être multipliés par 10. Mais il y a de la résistance. On se vante du sang marocain répandu.

Le deuxième événement à signaler est la fête du Trône. Cette fête a été créée avec grande prudence initiale par le Sultan actuel et qu'il a réussi à la faire reconnaître par la Résidence comme fête officielle. A présente cette année un caractère quasi triomphal dans les quartiers indigènes partout absolument sur toute la ville et tout véhicule des drapeaux et des drapeaux du Sultan. Tout le monde dans la rue et les couleurs du Sultan (jaune et vert) sur chaque promeneur. Pour la première fois, l'immense population

1. En effet, les cartes électorales n'ont pas été distribuées. Elles ont été distribuées à la fin de novembre. Les élections ont été brusquées. Elles ont été à la fois, dans la grande ville de Casablanca, une manifestation dérisoire. Il est au contraire possible à Casablanca de voter de la question. On a même beaucoup remarqué dans les milieux français la présence à Casablanca dans les jours précédant l'élection du roi Hassan (roi du Maroc).









Londres, et même aller Washington, peuvent entreprendre, dans leur naïve illusion, espérer dans le shah ou dans Farouk. Compter qu'un jour ou l'autre, celui-ci et celui-là rétabliront l'« ordre » dans leurs pays en les soumettant de nouveau aux volontés des puissances occidentales. Ils se trompent. Malgré toutes les sollicitations dont ils ont été l'objet de la part des ambassades intéressées, ni l'un ni l'autre n'ont pu résister à la tentation de l'indépendance. La dénonciation du traité avec l'Angleterre, demain ils ne seront pas plus capables de faire quelque chose qu'ils ne l'ont été hier, car même les souverains les plus débauchés ne peuvent se dresser contre les puissances occidentales. Les souverains de l'Asie du Sud-Est, du Mexique, et de l'Amérique du Sud, ont tous été vaincus par les Britanniques.

Ainsi, le grand mouvement national populaire qui a éclaté il y a près d'un demi-siècle, en Extrême-Orient, avec le Kuo Min-tang, à ses débuts, qui s'est étendu au Moyen-Orient ou s'endormait de la première guerre mondiale, avec le gandhisme, pénètre aujourd'hui le Proche-Orient de Téhéran à Casablanca.

C'est le grand fait de notre époque. La grande révolution du XX<sup>e</sup> siècle. Fait et révolution plus importants même que l'antagonisme russo-américain, qui ne vise qu'à la liquidation d'une situation issue du développement d'une vieille civilisation.

## A BAS LA PRODUCTIVITÉ !

Dans l'effroyable état de décadence intellectuelle où est entré né l'Occident, dans l'incapacité où il se trouve de produire des idées neuves, nos « intellectuels » en sont réduits à inventer des mots nouveaux. Et sur des mots nouveaux ils font un battage formidable, dans l'espoir qu'on les prenne pour des choses nouvelles.

Ainsi en est-il pour le dernier mot à la mode, celui de la « productivité ».

J'entends récemment un camarade dire : quand je reçois quelque chose dont je vois que c'est d'origine américaine, je le jette au panier sans le lire. Pour moi, le ne pratique pas ce nationalisme. Tout au contraire ! Je jette au panier, sans le lire, à peu près tout ce qui est écrit par des Français d'aujourd'hui. Mon expérience m'a montré que ce n'est presque jamais que du blabla et bla-bla-bla, et que la plupart du temps, c'est de la pure décadence.

La culture et la disposition de toute pensée humaine ne sont pas le produit d'un peuple, jadis le plus intelligent de la terre, mais d'une époque. C'est pourquoi, pour être au courant de la culture et de la disposition de toute pensée humaine, il faut lire ce qui est d'origine américaine parce que, ainsi que le remarquait déjà Marx, l'Amérique est le « laboratoire » de la culture et de la disposition de toute pensée humaine, et qu'en conséquence, on trouve souvent encore chez les écrivains américains, non seulement des renseignements précieux, mais des vues claires et concrètes des choses.

Peut-on cependant leur demander de ne pas exagérer le mépris dans lequel ils tiennent les Français ou de leur laisser de ces habitudes malsaines que même le type « propagande » doit avoir tout de même, il me semble, bien du mal à digérer.

Connaissiez-vous M. Abkhazi ? Non ? M. Abkhazi est cependant l'un des plus doctes économistes que l'Amérique nous ait envoyés. Chaque mois, il fait dans l'édition française du *New York Herald* une longue analyse de l'activité économique française durant le mois écoulé, et en outre, il collabore à la revue *Reports France-Etats-Unis*, la grande revue de la propagande américaine du plan Marshall ; dans le dernier numéro de cette revue, il a publié un long article sur le plan Marshall.

Je ne dirai rien sur l'ensemble de l'article, si ce n'est que seront bien heureux ceux qui, après l'avoir lu, auront une vue tant soit peu claire de la situation en France, mais j'y releverai une phrase, une seule car cette phrase, non seulement veut son personnel d'or, mais exprime une erreur monstrueuse que toutes les grandes causes de la productivité voudraient bien nous faire avouer.

Voici cette phrase :

« La notion de la productivité, tellement en vogue, est en fait une notion en plus connue ».

La notion de la productivité est tellement connue que ?

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

Dans un tel état de choses, il est évident que la notion de la productivité est en fait une notion en plus connue que la notion de la productivité elle-même.

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».

« La notion de la productivité est tellement connue que le monde dans son ensemble ne peut pas s'en passer ».



codes, des lois et des institutions assurent à la masse des salariés une participation plus importante aux avantages d'une productivité croissante.

Mais quelles sont donc ces lois, quelles sont donc ces institutions ? Ici lu attentivement tout le restant de la Lettre et j'ai trouvé nulle part l'indication d'une loi, d'une institution assurant une participation quelconque des travailleurs, soit directement, soit indirectement, à l'accroissement de la productivité.

Il est vrai qu'en revanche, Collinet déclare : « L'accroissement de la productivité ne passe plus comme autrefois (comme il y a 25 ans) unilatéralement sur les travailleurs ; l'effort accru qu'on leur demande est contrebalancé par la multiplication de nos chevaux-vapeur et par le perfectionnement de notre appareil productif ».

Comprenez qui pourra ! Comment l'accroissement de l'effort du travailleur peut-il être contrebalancé par la puissance des chevaux-vapeur qui font tourner son usine ? C'est une devinette que je livre à la sagacité des lecteurs de la R.P.

Nous retrouvons là, d'autre part, sous une forme à peine différente, l'extraordinaire insanité d'Abkhazi qui se résume ainsi : « Avant nous, il n'y avait rien ! » Ce n'est que depuis vingt-cinq ans ou, mieux, depuis le plan Monnet, qu'on a multiplié les

On croit rêver ! Le siècle qui a réalisé de tout cela, n'est-ce pas ? Le siècle qui a amené le plus formidable développement que l'histoire ait jamais vu dans les conditions de vie humaine et dans la technique de la production, le siècle qui a créé la machine à vapeur, le moteur électrique, le moteur à explosion, le chemin de fer, la navigation à vapeur, les métiers mécaniques, les machines-outils, l'automobile, l'aviation, la radio, etc., est un siècle où les chevaux-vapeur n'ont pas été multipliés et où l'appareil productif est resté tel quel ! Qu'un enfant qui vient de naître fasse preuve d'une telle ignorance ça se comprendrait, mais Collinet !

Il y a encore plus grave dans cette « lettre aux militants ». Ce qui est pratiquement plus grave que toutes les énormités que nous venons de voir, c'est l'accouplement constant qu'on y fait des deux moyens dont la productivité peut être accrue, sans que jamais on ne les oppose l'un à l'autre. L'auteur se rendant ainsi complice de l'autre société que se proposent les inventeurs de la productivité, qui n'ont inventé le mot que pour faire avaler l'un de ces moyens, en le mettant dans la même sac que l'autre.

L'augmentation de la productivité peut s'obtenir en effet, par deux moyens radicalement différents. L'un d'eux est le progrès technique, l'autre, l'intensification de l'effort du travailleur. Le progrès technique permet d'obtenir un produit avec moins de travail, l'intensification de l'effort humain ne permet d'obtenir un produit qu'avec plus de travail (du fait que l'effort exigé croît plus vite que la production). Progrès technique et intensification de l'effort ouvrier sont donc deux choses qui sont, non seulement absolument différentes, mais tout à fait opposées. Le moindre bon sens intellectuel, le moindre effort pour voir clair, exigerait donc que les deux choses soient soigneusement désignées par des termes différents, et jamais confondues sous un même vocable.

Le progrès technique est, cela va sans dire, une chose excellente, à laquelle aucun travailleur conscient ne s'est jamais opposé, l'intensification de l'effort ouvrier par le travail à la tâche ou tout autre mode d'organisation dite « scientifique » du travail, est au contraire une chose très mauvaise du point de vue humain d'abord, parce qu'elle épuise l'individu et en fait une loque à la fin de sa journée ou de sa semaine, et du point de vue de l'économie prolé-

taire, puisqu'elle accroît le sur-travail fourni par le prolétaire ou capitaliste, du fait que l'augmentation du salaire n'est jamais proportionnelle à l'augmentation de la production (sans cela elle ne serait point profitable à celui qui commande et donc ne serait pas).

Confondre donc ces deux choses, qui sont opposées à tout point de vue, dans le terme unique de « productivité », ne peut avoir comme motif que de faire passer l'un sous le couvert de l'autre. On cherche simplement, par là, à obtenir du travailleur plus de sueur, sous le prétexte que sa sueur aboutit au même résultat que le progrès technique, et que le progrès technique est une excellente chose contre laquelle on ne saurait s'élever ! L'un est une ignominie, et l'autre une chose admirable. Obtenons que le peuple accepte l'ignominie par crainte d'être accusé de vouloir se dresser contre le progrès. La confusion dans les idées grâce à la confusion dans les mots fut toujours l'une des armes favorites des classes exploitatrices.

La classe ouvrière s'est toujours opposée — avec, il est vrai, beaucoup plus d'énergie au siècle dernier que maintenant — à son épuisement par l'intensification de son effort ; elle a toujours combattu le plus qu'elle a pu, mais, malheureusement, avec un succès décroissant, le travail à la tâche, le travail à la chaîne, le chronométrage, etc. Qu'elle n'écoute point, auourd'hui, les chants de sirène qui, sous le prétexte de la fin du capitalisme libéral, de la multiplication des chevaux-vapeur, ou toute autre raison, l'engage à abandonner cette art tude. L'intensification du travail a exactement les mêmes résultats, physiologiques et sociaux, que l'allongement de la journée de travail. A quoi servirait alors d'avoir réduit celle-ci si on intensifie le travail ?

Vive le progrès technique. Mais à quel prix ? Intensification du travail ! Et à bas donc la productivité, qui comprend cette dernière ! A bas l'augmentation

Je viens de dire ce que je pense des trois premiers quarts de la « lettre aux militants » sur la productivité, mais il y a aussi un quatrième quart. Quatrième quart dans lequel Collinet se souvient sans doute qu'il a été un militant révolutionnaire, et, en conséquence, il détruit tout ce qu'il a avancé précédemment.

Il ne va plus être parlé ici des « lois et institutions » qui font des maintenant que l'accroissement de la productivité profite aux travailleurs ; tout au contraire, l'auteur déclare que « la première condition » pour que « les travailleurs aient leur part légitime (toujours ce mot absurde !) » donc l'accroissement de la productivité « est » une réforme profonde fondamentale de l'Etat » et il reconnaît que « jusqu'ici, la compression grâce à la productivité accrue de la fraction technique du prix de revient a toujours été à l'avantage de la fraction humaine de la production de la fraction fiscale du prix de revient ». Ce qui revient à dire en fin de compte que jusqu'aujourd'hui l'accroissement de la productivité ne profite qu'aux travailleurs.

Mais alors, pourquoi voulez-vous qu'il en soit autrement demain ? En dehors du cas de rétrocession profonde de l'Etat à ceux que vous reconnaissez, vous-même, ailleurs, ne pas être pour demain,

R. LOUZON.

N.D.L.R. Au vu de ce que j'ai écrit dans la presse pour l'écarter de M. le Collinet, j'ai écrit une lettre à son sujet, mais elle n'a pas été publiée. Je tiens à dire que je ne suis pas un homme qui aime à formuler des réserves à l'égard de







triple et le quadruple du salaire minimum d'un professionnel. Et je ne suis pas à l'échelon supérieur de ma catégorie. Je suis au bas de l'échelle salariale. On m'affirme que ce n'est pas excessif, qu'il ne faut pas de mouvement par le bas, qu'il ne faut pas diminuer les uns, mais augmenter les autres. D'accord, à la seule condition que, en sorte de la progression géométrique instituée par le jeu des coefficients, car si l'on exige l'application rigoureuse du statut de la fonction publique et des lois de reclassement, toute élévation du salaire minimum interprofessionnel augmentera la différence et aggravera l'inégalité.

Je suis convaincu d'exprimer publiquement ce que pensent la majorité des instituteurs syndiqués. Pourquoi ne pas provoquer, comme il y a eu des heures d'occupation à Brest dans les locaux des lycées, des lycées agrégés, instituteur et professeur, des conférences des conservateurs et des enseignants, par exemple, à la demande de ceux qui veulent dire que les instituteurs ont un statut et des droits, comme le veut l'école de la République et de l'Ecole Emancipée. On ne veut pas de la permanence du Comité d'Action Universitaire, sorte de Centre de toutes les associations universitaires syndicales ou non, qui mène la grève des examens. On s'élève contre un projet d'indemnité spéciale pour les universitaires... et les magistrats. On veut mettre l'accent sur le relèvement des traitements de base.

Malheureusement l'autonomie en se cristallisant détermine sa logique interne et stabilise l'Université hiérarchisée, hors des classes sociales, hors du mouvement ouvrier. Il manquera, de plus en plus, aux enseignants syndiqués, la chaleur des contacts vivants avec les militants ouvriers. Retourner à la C.G.T. qui groupe encore la majorité de la classe ouvrière? L'expérience est derrière nous. Dans les Unions stalinisées, les malheureux délaigués des instituteurs hérétiques étaient entourés d'un cordon sanitaire, cernés par l'appareil, et la crainte et la méfiance éloignaient d'eux ceux qui paraissent les plus perméables. L'âme ouvrière se retrouve au contraire dans les noyaux minoritaires des unions F.O. ou d'autres regroupements, s'il en existe encore.

Paul-Il une nouvelle preuve de l'impossibilité de découvrir en terre stalinisée la conscience et la conviction sous la consigne? Si la guerre est déclarée, les instituteurs ont le droit de manifester. Mais la permanence du Comité d'Action Universitaire, qui se présente avec la consigne de la hiérarchie des traitements, c'est certainement contre l'opinion profonde de la grande majorité des syndiqués à la C.G.T. Mais le Parti veut utiliser les cadres, parce qu'il se présente comme l'Etat totalitaire futur. Le reste importe peu.

C'est au contraire le reste qui nous importe. Voudra-t-on examiner la question avant tout autre problème? J'ai évoqué à plusieurs reprises le fameux congrès des syndicats d'instituteurs tenu à Chambéry en 1937. On y avait adopté une échelle de traitements sévèrement usquée à 4000 fr. de traitement annuel. Notre vieil ami Georges Thomas, alors directeur d'une école, se souvint avec amertume : « 4000 fr. c'est beaucoup trop pour des maîtres des bourgeois ». C'était profondément juste. Mais alors que l'autonomie d'enseignement prévoyait qu'un sort des Cours complémentaires et au traitement des Ecoles normales éloignent le syndicalisme universitaire de la classe ouvrière, les paroles de G. Thomas résonnent en nous comme un remords et un appel.

## CAUCHEMAR TRAGIQUE

Ceci n'est pas une chronique bibliographique. Un conseil, presque une adjuration, il faut lire l'Histoire de la Révolution russe de Léon Trotsky. Il faut lire La Vie et la Mort de Léon Trotsky de Viktor Serge, composé pour une bonne part avec les notes de Natalia Sedov Trotsky, la noble compagne de Trotsky.

Une œuvre littéraire, historique? Si ce n'était que cela, on ne sortirait pas de cette lecture, les yeux rouges et les tempes brûlantes. Une double tragédie... la tragédie d'un homme qui, tel les héros antiques, lutte toute sa vie contre le Destin et fut abattu sans avoir faibli. La tragédie d'une Révolution dont tous les premiers artisans — sauf un — sont morts, presque tous assassinés.

On croyait connaître l'affaire des procès de Moscou. On n'a jamais évalué le poids de cette extermination à peine près totale en U.R.S.S. et hors de l'U.R.S.S., de tous les combattants d'Octobre 1917, de tous ceux qui pouvaient être soupçonnés d'avoir subi leur influence, de toutes leurs familles (de celle de Trotsky il ne reste plus que sa veuve et un petit-fils).

« La maison de Cayacin est hantée par les plongés des torturés, des disparus, de ceux qui lui suivent chaque jour, de tous ceux qui sont les autres inéluctablement. Et peut-être Leon Davidovitch est-il seul en ce monde à pouvoir mesurer l'ampleur la profondeur des cycles de l'enfer où s'enfonça la révolution russe ? ».

Pourquoi deux noms viennent-ils sous ma plume, et pas ceux des principaux personnages de la tragédie? Celui de Vychinsky, le sinistre procureur de Moscou, l'un des vedettes de l'O.N.U., « que le rite empêche de dormir ». Celui de John Dewey, l'admirable vieillard, philosophe et éducateur, incarnation de l'idéalisme américain, qui fut accusé, après le contre-procès de New-York où fut accusé après une longue et contradictoire procédure des crimes de Moscou ?

Pourquoi ? Pour poser une question, d'ordre historique, mais peut-être à ceux qui, dans la nuit de l'histoire, ont participé à la préparation d'une Révolution russe exterminée. A-t-on le droit de choisir entre Vychinsky et John Dewey ?

Roger MAGNAUER

## CONTRE L'IMPERIALISME COLONIAL

Le Congrès de l'American Federation of Labor dans sa séance du 25 septembre 1961, a voté la résolution suivante :

« Considérant que l'impérialisme colonial consiste dans la subordination et l'exploitation du travail et des terres des peuples de l'Afrique, de l'Asie et des îles océaniques, et qui est contraire à toutes nos idées fondamentales de démocratie et de liberté et doit amener à son tour mal pas fin des révolutions, la violence, des massacres et la mort des opprimés, nous nous engageons, étant donné qu'aucun peuple ne continuera à se soumettre docilement à l'asservissement et à l'oppression ».

Le Congrès condamne l'impérialisme colonial et promet d'utiliser son pouvoir et son influence afin de contribuer à soulever l'opinion mondiale pour mettre fin à l'impérialisme colonial partout où il existe ».

Cette résolution, approuvée par 90 % des délégués, est une condamnation à l'impérialisme vieux modèle du XIX<sup>e</sup> siècle qui l'impérialisme nouveau plus subtil et hypocrite, à l'ère du « développement » et du « progrès ». Le Syndicat des porteurs de wagons-lits, la plus importante organisation de travailleurs noirs,



# APRÈS CINQ ANNÉES DE FONCTIONNEMENT LES COMITÉS D'ENTREPRISE ont-ils transformé le climat social ?

L'ordonnance du 23 février 1945 et la loi du 16 mai 1946 disposent qu'il sera constitué dans toutes les entreprises industrielles et commerciales, dans les offices publics et ministériels, dans les professions libérales, dans les sociétés civiles, dans les syndicats professionnels et associations, de quelque nature que ce soit, dans les sections de

cinquante salariés, des comités d'entreprise.

Bien que la statistique ne puisse fournir de chiffres rigoureusement exacts, les services du ministère du Travail évaluent à 15.000 le nombre des établissements visés par la loi. Plus de 10.000 d'entre eux ont constitué à l'heure actuelle un comité d'entreprise, soit dans l'ensemble une proportion de 75 à 80 %. Cependant de grandes différences demeurent entre les diverses régions et d'autre part entre les grandes entreprises qui appliquent généralement la loi et les petites où plus de réticences se manifestent.

En principe, les attributions des comités d'entreprise sont de deux ordres différents. En matière économique d'abord, ils ont un rôle purement consultatif. Ils peuvent collaborer avec le chef d'entreprise pour étudier la mise en œuvre de moyens convenables à l'amélioration de la production, du rendement, de l'organisation technique du travail. Ils peuvent même présenter des observations sur l'affectation des bénéfices, la politique d'investissement ou d'expansion suivie par l'entreprise. Les attributions sociales des comités d'entreprise sont plus précises. Ils ont la faculté de gérer directement toutes les œuvres sociales de l'entreprise. Le choix et l'orientation de celles-ci sont laissés à leur discrétion. Mais en pratique la loi n'ayant pas assuré de ressources stables et clairement définies aux comités d'entreprise ceux-ci ne peuvent développer leurs œuvres sociales que dans la mesure où le chef d'entreprise consent à les financer.

## TYPES DE FONCTIONNEMENT

Entre le schéma, tracé par les textes législatifs, et la réalité des attributions et du rôle des comités d'entreprise, on enregistre un certain nombre de différences que nous voudrions passer en revue.

Le chef d'entreprise est tenu de réunir au moins une fois l'an son comité d'entreprise pour lui faire un rapport d'ensemble sur l'activité de son affaire ainsi que sur ses projets pour l'exercice suivant. On imagine facilement que la nature et le contenu de cet exposé peuvent différer du tout au tout selon la personnalité et le caractère du chef d'entreprise. Les patrons énergiques et autoritaires le

font avec aisance, le personnel se sent encouragé, le chef ose à peine présenter quelques timides observations et la séance est levée après le vote d'une adresse de confiance dans le discernement et le leadership du patron. Les choses ne passent ainsi dans la plupart des entreprises de faible et de moyenne importance. Les œuvres sociales sont parfois nombreuses et prospères. Mais, le plus sou-

vent, elles sont entièrement le fait du patron qui seul en tire le bénéfice moral. Elles apparaissent encore comme une générosité gratuite, une récompense de la bonne conduite du personnel, révocable à la première incartade ou à la première menace de grève.

## « COMITES-PATATES »

Dans les entreprises que dirige un patron plus libéral et dans les corporations où une longue tradition syndicale a permis de former des militants avertis de leurs droits et sachant les faire respecter, le comité peut avoir un rôle moins effacé. Pendant la période qui suivit la Libération, alors que le faible pouvoir d'achat des salaires ouvriers perpétuait la pénurie pour la classe laborieuse, de nombreux comités d'entreprise consacrèrent tous leurs efforts à améliorer le ravitaillement du personnel. On leur a donné avec une intention ironique le nom de « comités-patates », parce qu'ils se désintéressaient des problèmes plus généraux pour se préoccuper uniquement de celui du ravitaillement. Il faut dire qu'il était essentiel à l'époque pour la grande majorité des travailleurs. Les comités en organisant des coopératives d'achat, des cantines, des jardins ouvriers souvent labourés et approvisionnés en semences par leurs soins, firent œuvre utile très appréciée par les travailleurs qui en bénéficièrent. Coopération et jardins ouvriers ont perdu beaucoup de leur importance depuis deux ans. Aussi nombre de « comités-patates » se sont mis en sommeil et n'ont plus guère collaboré qu'à l'organisation annuelle d'un arbre de Noël et des colonies de vacances. Leurs animateurs n'avaient peut-être pas une vocation dépassant les objectifs les plus immédiats qu'ils s'étaient assignés.

## AMELIORATIONS TECHNIQUES

En revanche, dans des entreprises où l'initiative individuelle est encouragée, les comités ont pu et ne peuvent que la servir. Ils ont pu et ils peuvent aujourd'hui présenter des réalisations fort intéressantes. Celles-ci vont de l'encouragement des activités sportives et culturelles (stadés, piscines, bibliothèques, groupes artistiques) à la mutualité, le perfectionnement professionnel et la cantine à prix réduits. Un rapport de l'Inspection du Travail cite même une usine de textiles de l'Est occupant 1.480 personnes où, de concert avec le comité d'entreprise, la direction a fait un gros effort pour le logement du personnel. Deux immeubles de quatre logements et onze chalets de deux logements ont été construits, disposant tous du confort moderne : garage, salle de bains installée, chauffage central. Parallèlement à ces constructions neuves, il a été procédé à la remise en état extérieure et intérieure des logements existants. En outre, un lavoir moderne et une crèche ont été créés.

Il n'est pas rare non plus, dans les grandes entreprises qui ne représentent, il est vrai, qu'une faible proportion de l'ensemble, de trouver des

comités qui peuvent mener à leur profit d'intéressantes réalisations techniques. Toujours dans cette optique, le patronat qui n'a pas encore été encouragé à prendre des engagements, doit être encouragé par des mesures d'incitation. Les comités d'entreprise ont été créés dans de nombreuses entreprises. Dans une usine de machines à tisser, les comités d'entreprise ont suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance. Les comités d'entreprise ont également suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance.

## PARTICIPATION A LA GESTION

Si l'on dépouille plusieurs enquêtes menées par les inspecteurs du Travail dans la France entière, on constate que les comités d'entreprise ont été créés dans de nombreuses entreprises. Dans une usine de machines à tisser, les comités d'entreprise ont suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance. Les comités d'entreprise ont également suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance.

Les comités d'entreprise ont été créés dans de nombreuses entreprises. Dans une usine de machines à tisser, les comités d'entreprise ont suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance. Les comités d'entreprise ont également suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance.

## RAISONS DE LA FAIBLE ASSURANCE

Les raisons de la faible assurance sont nombreuses. Les comités d'entreprise ont été créés dans de nombreuses entreprises. Dans une usine de machines à tisser, les comités d'entreprise ont suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance. Les comités d'entreprise ont également suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance.

Les raisons de la faible assurance sont nombreuses. Les comités d'entreprise ont été créés dans de nombreuses entreprises. Dans une usine de machines à tisser, les comités d'entreprise ont suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance. Les comités d'entreprise ont également suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance.

## DES RESSOURCES

Des ressources sont nécessaires pour assurer le fonctionnement des comités d'entreprise. Les comités d'entreprise ont été créés dans de nombreuses entreprises. Dans une usine de machines à tisser, les comités d'entreprise ont suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance. Les comités d'entreprise ont également suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance.

Pour des raisons différentes certes, mais concomitantes, patrons et syndicalistes ouvriers sont d'accord pour limiter l'activité des comités d'entreprise dans l'ordre économique.

Ainsi que nous l'avons dit, les comités d'entreprise ont été créés dans de nombreuses entreprises. Dans une usine de machines à tisser, les comités d'entreprise ont suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance. Les comités d'entreprise ont également suggéré à la direction de créer des ateliers de réparation et de maintenance. Ces ateliers ont été créés et ont permis de réduire les coûts de maintenance.



chiffre d'affaires. Il est prévu que les conventions collectives conclues conformément à la loi devront comporter une clause relative au financement des comités d'entreprise. Mais jusqu'alors nous n'avons pas d'exemple que cela ait été effectivement fait.

Citons une dernière raison qui explique pourquoi un grand nombre de comités d'entreprise sont actuellement en sommeil. C'est que l'évolution de la conjoncture politique a redonné au patronat une confiance qu'il avait perdue à l'époque de la Libération dans la légitimité de ses fonctions d'autorité. Aussi, très souvent, là où les délégués des comités d'entreprise se sont montrés trop entreprenants, là où ils ont utilisé d'une façon systématique les informations qu'ils pouvaient recueillir sur la situation financière de l'entreprise pour multiplier critiques et revendications, ils se sont vu licencier sous le premier prétexte plausible qui s'est présenté. Cette expérience malheureuse de certains a considérablement refroidi les autres délégués à tel point que lors du renouvellement des comités il y a de nombreuses entreprises où l'on ne trouve plus de candidats.

### AMELIORER LE CLIMAT SOCIAL

Il est donc apparu à l'expérience que les seuls comités d'entreprise étaient impuissants à modifier profondément les relations entre employeurs et salariés, à assainir le climat social et à trouver des formules qui auraient permis de faire disparaître à plus ou moins brève échéance la condition

malheureuse. Cependant le statu quo n'est satisfaisant pour personne. Le consommateur et l'employeur s'irritent de vivre sous la menace perpétuelle de grèves qui désorganisent la production et la vie quotidienne. Le bas niveau de vie de la majorité des salariés, qui s'explique notamment par l'injuste répartition du revenu national dont 52,7 % (1) vont aux chefs d'entreprise contre 47,3 % (2) seulement à la masse des salariés, crée un mécontentement latent dont les incidences politiques pourraient être d'une extrême gravité pour la cohésion de la nation. L'importance excessive des impôts sur la consommation qui représentent 40 % (3) des ressources de l'Etat et des impôts sur les revenus salariaux sont également des éléments de déséquilibre.

Aussi l'opinion éclairée est-elle unanime à considérer que les expédients ne suffisent plus et que des réformes économiques et sociales s'imposent. Sur le plan des rapports des salariés et du patronat qui nous occupe ici, plusieurs suggestions ont été avancées. Pour accroître la productivité, la généralisation et surtout la codification réussies d'un commun accord entre patrons et ouvriers des primes de rendement paraît souhaitable. Mais ce n'est là qu'un élément d'une politique sociale. L'échelle mobile des salaires en est un autre élément. Mais on sait que la loi n'est pas encore votée. Certains pensent d'ailleurs que l'échelle mobile risquerait d'accélérer le processus inflationniste et qu'à elle seule elle ne saurait faire autre chose que de cristalliser le déséquilibre des salaires et des prix.

Peste le système de la cogestion qui dépasserait les formes capitalistes traditionnelles en consacrant la propriété collective des entreprises par ceux qui les font marcher. La rupture des attaches de l'industrie sidérurgique de l'Allemagne de l'Ouest avec les trusts a fait passer 25 usines employant 120 000 ouvriers aux mains de conseils d'administration où la moitié des sièges a été dévolue aux délégués syndicaux sous le contrôle du gouvernement militaire. Les syndicats allemands et

leur centrale (D.G.B.) luttent encore pour codifier cette transformation fondamentale des entreprises industrielles et pour l'étendre. Les résultats de ce système de gestion sont encourageants. L'équipement des entreprises par voie d'autofinancement ne se fait plus à au détriment des consommateurs et pour le seul profit d'une infime minorité de possédants. L'ensemble des producteurs, et aussi des consommateurs par suite de l'abaissement des prix de revient, pourra en bénéficier. Cependant, il ne semble pas que le système de la cogestion ait des chances d'être étendu à brève échéance à l'industrie française. En effet, le syndicalisme allemand a une cohésion et des cadres techniques qui n'existent pas dans notre pays.

L'expérience modeste et limitée des comités d'entreprise montre que la loi seule est impuissante à hâter une évolution que les meneurs n'ont pas suffisamment préparée. Nous pensons par conséquent que la seule solution véritable est de transformer les conditions de la production et de la distribution des richesses. C'est au mouvement ouvrier, lui-même, que revient le devoir de prendre conscience des possibilités de l'économie et de la capacité de la classe ouvrière. Eduquer celle-ci, consolider ce qui a été obtenu, préparer sûrement mieux et plus efficacement des progrès réels dans la production des marchandises, la gestion des entreprises et la distribution des revenus que la trop grande confiance en les innovations parfois hâtives et souvent demagogiques de certains législateurs.

Pierre AUBERY

## LES NIHILISTES sur les trônes

Il n'est pas juste d'identifier les fins du fascisme et du communisme russe. Le premier figure l'exaltation du bourgeois par le bourgeois lui-même. Le second, plus dramatique, l'exaltation du bourgeois par les victimes. Le premier n'a jamais rêvé de libérer tout l'homme, mais seulement d'en libérer quelques uns en subjuguant les autres. Le second, dans son principe le plus profond, vise à libérer tous les hommes en les asservissant tous, provisoirement. Il faut lui reconnaître la grandeur de l'intention. Mais il est juste, au contraire, d'identifier leurs moyens avec le cynisme politique qu'ils ont puisé tous deux à la même source, le nihilisme moral. Tout s'est passé comme si les descendants de Staline et de Hitlér utilisaient les descendants de Kéïrelév et de Proudhon. Les nihilistes, aujourd'hui, sont sur les trônes. Les pontifes qui prétendent mener notre monde au nom de la révolution sont devenus en réalité des idéologues de consentement, non de révolte. Voilà pourquoi notre temps est celui des techniques privées et publiques d'autoconsentement.

ALBERT CAMUS

(L'Homme révolté)





[illegible]

Souhaitons que les élus de l'« Ecole Française » travaillent à renverser les idées toutes faites sur les possibilités pratiques de leur tendance, qu'ils travaillent à passer du programme au domaine des réalisations. Comme dans le programme qu'ils fassent entendre au bureau la même voix calme et persévérante en ne négligeant certes aucune nécessité d'opposition ferme et tranquillement motivée, mais surtout en ne laissant passer aucune occasion de collaboration loyale et constructive avec nos camarades de la majorité.

37, rue des Francs-Maçons  
Saint-Etienne (Loire)

Il ne faut plus voir, par exemple, une employée aux écritures ou une sténo-dactylo adhérent au syndicat des produits chimiques comme telle était la conception des partisans de l'organisation sur le plan industriel. Mais au contraire, pour la défense de ses intérêts corporatifs et professionnels la dactylographe ou l'employée aux écritures a sa place au syndicat des employés, quel que soit l'établissement où elle travaille : usine, banque, institution commerciale, etc. Cette employée, classée

- 1) La construction électrique
- 2) L'installation électrique
- 3) La production et la distribution électriques





# SIMONE WEIL

*que nous avons aimée, quand il en était temps... (\*)*

Le hasard n'est pour rien dans le fait que le petit groupe des syndicalistes révolutionnaires de la Loire connut Simone Weil en 1933. De bonne heure, ainsi qu'elle le raconte elle-même, elle avait été émue par les injustices sociales et son instinct l'avait portée du côté des déshérités. La permanence de ce choix donna à sa vie son unité.

Très tôt elle fut attirée par les révolutionnaires. La Révolution russe, porteuse à l'origine d'un immense espoir avait dévié, et les prolétaires y étaient maintenus en état de serrage par la bureaucratie nouvelle classe de privilégiés, confondant volontairement industrialisation et socialisme. Simone avait trop l'amour et le respect de l'individu pour être attirée par le stalinisme qui avait créé un régime dont elle devait dire en 1933 : « A vrai dire, ce régime ressemble au régime que croyait instaurer Lénine dans la mesure où il exclut presque entièrement la propriété capitaliste, pour tout le reste il en est très exactement le contraire. »

Ayant ainsi éliminé du monde révolutionnaire les staliens, elle se rapprocha des autres groupes : anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, Trotskyistes. Elle était trop indépendante pour qu'il soit possible de la classer dans un de ces groupes, cependant celui pour lequel elle eut le plus de sympathie à l'époque où nous l'avons connue était symbolisé par la *Révolution prolétarienne*.

Fondée en 1925 cette revue qui portait au début en sous-titre « Revue syndicaliste-communiste » rassemblait autour d'elle des syndicalistes qui, emportés par leur enthousiasme pour la révolution d'Octobre, avaient adhéré au parti communiste et en avaient été exclus ou l'avaient volontairement quitté en constatant que peu à peu la bureaucratie se substituait à la démocratie ouvrière du début. Les deux figures les plus marquantes en étaient et en sont encore Monatte et Lénine, tous les deux syndicalistes révolutionnaires et de formation li-

Simone entra en contact avec plusieurs des hommes qui animaient cette revue, et lorsqu'en automne 1931 elle fut nommée professeur au lycée du Puy on fut à eux qu'elle demanda de la mettre en rapports avec des militants de cette région. C'est ainsi qu'un soir d'octobre elle vint chez nous pour y rencontrer Thevenon, alors membre du conseil d'administration de la Bourse du Travail à Saint-Etienne, secrétaire adjoint de l'Union départementale confédérée de la Loire, qui s'efforçait de regrouper la minorité syndicaliste et de ramener à la CGT la Fédération régionale des Mineurs, alors minoritaire dans la CGTU et dont le secrétaire Pierre Arnaud venait d'être chassé du parti communiste.

Par Thevenon, Simone se trouva du même coup plongée en plein milieu ouvrier et en pleine campagne syndicale. Elle ne demandait que cela. Chaque semaine elle fit au moins une fois le voyage du Puy à Saint-Etienne et deux ans après de Roanne à Saint-Etienne, pour participer à un cercle d'études organisé à la Bourse du Travail, assister à des réunions ou à des manifestations.

Son extraordinaire intelligence et sa culture phi-

losophique lui permirent une connaissance rapide et approfondie des grands théoriciens socialistes et syndicalistes, en particulier de Marx. Mais cette connaissance théorique de l'exploitation capitaliste et de la condition ouvrière ne la satisfaisait pas. Elle croyait utile de pénétrer dans la vie de tous les jours des travailleurs.

Au syndicat des mineurs, Pierre Arnaud représentait un beau type de prolétaire. Bien que permanent, il avait gardé toutes ses habitudes de mineur : son langage, ses vêtements, et surtout sa conscience de classe. Il était mineur et ne cherchait pas à passer pour rien d'autre. Simone l'estima, appréciant sa fierté, sa droiture et son désintéressement. Autour de lui gravitaient des hommes habitués à se heurter durement à la vie, dont quelques-uns avaient servi dans les bataillons disciplinaires. Simone essaya de s'intégrer à eux. Ce n'était pas facile. Elle les fréquenta, s'installant avec eux à la table d'un bistrot pour y passer la soirée ou jouer à la belote, les suivit au cinéma, dans les fêtes populaires, leur demanda de l'emmener chez eux à l'improviste, sans que leurs femmes fussent prévenues. Ils étaient un peu surpris par l'habitude de cette jeune fille si instruite, qui s'habillait plus simplement que leurs femmes et dont les préoccupations leur semblaient extraordinaires. Cependant elle leur était sympathique, et c'est toujours avec amitié qu'ils revoyaient le « Ponote » (1) Ils ne l'ont pas oubliée. L'un d'entre eux, homme simple s'il en fut, lui garda une fidèle affection, un autre, rencontré il y a peu de temps, exprima ses regrets en apprenant sa mort. « Elle ne pouvait pas vivre, elle était trop instruite et elle ne mangeait pas ». Cette double constatation caractérise bien Simone. D'une part, activité cérébrale intense et continue et, d'autre part, négligence à peu près totale de la vie matérielle. Déséquilibre ne pouvant aboutir qu'à une mort pré-

Quelle fut sa participation au mouvement syndical à cette époque ? Non seulement elle participa au cercle d'études de Saint-Etienne, mais elle l'aida à vivre en employant à l'achat de livres sa prime d'agrégation qu'elle considérait comme un privilège intolérable. Elle renforça la caisse de solidarité des mineurs, car elle avait décidé de vivre avec cinq francs par jour prime allouée aux chômeurs du pays du Puy. Elle milita dans le syndicat des instituteurs de la Haute-Loire, où elle se rapprocha du groupe de l'« Ecole émancipée ». Au Puy elle se mêla à une délégation de chômeurs, ce qui lui valut une belle campagne de presse et des ennuis avec son administration. Et, par-dessus tout, elle mit au point, après maintes discussions, et des militants, ses réflexions sur l'évolution de la « potété » dans un article paru dans la *Révolution prolétarienne* d'août 1933, sous le titre général de « Perspectives ». Cette étude — portant en sous-titre « Allons-nous vers une révolution prolétarienne ? » — donne une idée précise de ce que Simone entendait par socialisme et qui est la « souveraineté économique des travailleurs et non

(1) Ponote, Ponotes, noms donnés aux habitants du Puy.

(2) Mon mari rencontra il y a quelque temps un groupe important de nos anciens camarades mineurs. Il me raconta qu'ils furent « accablés » d'apprendre sa mort.

(\*) Avant-propos d'Albertine Thevenon au livre de Simone Weil, *La Condition ouvrière*, qui vient de paraître aux Editions Gallimard, dans la collection « Le poir », dirigée par Albert Camus.

[illegible]

Fréquenter les mineurs, vivre avec la pâte d'un chômeur réfléchir et écrire sur le mouvement ouvrier ne pouvait lui suffire. Ce qui paraissait essentiel à la fois à son intelligence et à sa sensibilité — deux forces à peu près égales en elle — c'était de pénétrer intimement les rapports du travail et des travailleurs. Elle ne pensait pas qu'on pût parvenir à cette connaissance autrement qu'en se faisant travailleur soi-même ; mais décida-t-elle de devenir ouvrière. Ce fut un gros point de friction entre nous deux. Je pensais et je pense encore que l'état de prolétaire est un état de fait et non de choix surtout en ce qui concerne la mentalité, c'est-à-dire la manière d'appréhender la vie. Je n'ai aucune sympathie pour les expériences genre « roi charbon » où le fils du patron vient travailler incognito dans les mines de son père pour retourner, son expérience faite, reprendre au vie de patron.

Je pensais, et je pense encore, que les réactions élémentaires d'une ouvrière ne sauraient être celles d'une agrégée de philosophie issue d'un milieu universitaire. Ces idées étaient aussi celles de trois ou quatre copains qui formaient le petit groupe des amis de Simone à Saint-Etienne. Nous les lui exprimâmes oralement, et peut-être même brutalement, car nos rapports — affectueux — étaient exempts de mondanités. D'autres raisons nous poussaient à la dissuader de mettre son projet à exécution : son manque d'habileté manuelle et son état de santé. Elle souffrait de maux de tête terribles dont elle m'écrivit par la suite qu'elle n'avait pas eu l'obéissance de la quitter.

Si nous avions raison en général, nous nous sommes trompés en ce qui concerne Simone D'a.

[illegible]

Elle quitta la Loire en 1934 et je ne devais plus la revoir. Je reçus d'elle encore une carte alors qu'elle était militante en Espagne chez les Rouges. Elle me fit un grand plaisir. Elle avait écrit à la fin de sa lettre : « Je t'embrasse de tout mon cœur ».

soin de tirer les enseignements de ses expériences sociales. Pour moi — qui ai vécu à l'intérieur du mouvement syndical sans y adhérer — je voudrais simplement porter témoignage du rôle joué par les syndicats.

J. 3. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 8

I have been thinking about you a great deal lately. I hope you are well and happy. I am still working hard, but I find time to think of my friends. Write soon.

Your friend,  
John Doe

[illegible]





Le 1er volume de 170 pages qui est complètement sorti paraît le 1er mai 1964. Les 2 autres volumes de 85 et 160 des mêmes pages. En tout 3 volumes.

Membres d'un  
résolutionnaire 185

[illegible]

Le Tournaing obscur  
D. 21

Des autres parents allaient dans les rues de Berlin pour faire de la résistance. En 1943, à la suite d'un raid aérien, les parents de Walter Rathenau ont été tués. Mais ils ne valent plus rien. Rathenau n'est plus rien. Je ne me souviens pas bien. Les gens en ont dit. Walter Rathenau a dû se tordre tout détraqué. Il rêvait d'un néo-capitalisme.

Que des éditeurs se mettent d'accord pour tirer d'une œuvre quelques chapitres et les publier à part, c'est leur droit. Mais on est fondé à leur reprocher de ne pas avertir le cochon de paille.

HISTOIRE DE PRIVAT, Epoque contemporaine  
(1789-1860), par Elie REYNIER 440 p. 1100 r  
C.C.P. Lyon. 82-84

Ce livre est l'achèvement d'une œuvre considérable dont la petite ville de Privas qui en est l'objet a toutes raisons de s'enorgueillir.

*(Handwritten musical score)*

Les enfants : de 6 à 12 ans pour les filles et de 7 à 13 ans pour les garçons. Ils sont employés dans les manufactures de textile, de papier, de sucre, de tabac, etc. Ils travaillent de 6 heures à 12 heures, sans interruption. Ils sont soumis à des conditions de travail très pénibles, à des heures de travail excessives, à des conditions d'hygiène et de travail déplorables, salaires

[illegible][illegible]

tations de serments) a fait beaucoup plus fréquemment que ne l'ont répondu certains historiens a

Ce livre honnête et savant ne s'analyse pas. Il a  
lit et mérite une place d'honneur dans une biblio-  
thèque.

[illegible]

Et pour conclure par où nous aurions dû commencer, lisez d'abord et méditez la chaleureuse préface que consacre M. Lucien Lefebvre, membre de l'Institut, à l'homme et à son œuvre.

P. COURDON

M. PRAWDIN GENCHIS KHAN, traduction par  
André Cognies. Bellenx Payot, 223 p. 690 francs.

Genghis Khan naquit à la fin du XII<sup>e</sup> siècle dans une tribu mongole, à l'ouest du lac Baïkal. Il est contemporain du roi de France Philippe-Auguste. À sa mort son empire s'étend du Pacifique au sud de la Russie.

Les exploits des chrétiens en terre sainte et au pays des Albigeois ne sont que baupistes auprès des exploits de nos guerriers. L'approche de nos guerriers jette la panique dans le monde occidental. Le mystère

[illegible]

Et ainsi la liberté de conscience a dans mon empire chaque être humain peut prier le dieu qu'il veut, a Politique humble, stratégie remarquable. Nos administrateurs, accablés aux idées de justice et de tolérance, capables de sentiments généreux, li me, au-dessus des hommes de son temps

... autour fut avec sympathie la marche de son  
héros à la conquête d'un des plus grands empires que  
le monde ait connus. Il a donné

Livre de lecture mais qu'on lit avec plaisir

LEAVY

La Librairie Marcel Riviere édite dans la collection Bibliothèque d'Histoire Economique et Sociale l'ouvrage de Tawney *La Religion et l'Esprit du Capitalisme*

Il en sera rendu compte dans le prochain numéro.

La revue Preuves, dans ses numéros de septembre et octobre a de nombreux articles de Max NERBY, le bel « K.K. » Marx a le rôle majeur en FRANCE.

[illegible]



archives d'une inestimable valeur. Le Parti social-démocrate allemand, héritier littéraire de Marx-Engels, possédait de nombreux inédits dont Riazanov put faire prendre des photocopies comme il put en faire prendre des manuscrits détenus par le British Museum, la New York Public Library, etc. En possession de ces richesses, Riazanov entreprit une édition monumentale en 42 volumes de l'œuvre de Marx-Engels (Marx-Engels-Gesamtausgabe, en abrégé M.E.G.A.). Cinq furent publiés de 1926 à 1930. En 1931, Riazanov, éliminé de l'Institut, fut remplacé par Adornatski. Ce dernier donna encore six volumes jusqu'en 1933. Depuis cette date, seules ont vu le jour des publications isolées, parfois disséminées dans des périodiques, sans aucun plan d'ensemble. Vingt-neuf volumes avaient paru en russe en 1947. L'arrivée des nazis au pouvoir provoqua la dispersion des archives du Parti social-démocrate allemand. La plus grande partie trouva refuge à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, mais on peut dire que l'Europe occidentale ne possède plus à l'heure actuelle l'équivalent des photocopies prises jadis par Riazanov. Etait de choses d'autant plus regrettable que les documents de l'Institut Marx-Engels sont pratiquement inaccessibles et que les éditions aujourd'hui publiées en U.R.S.S. comportent, selon Rubel, des omissions... (1).

Qui donnera et quand donnera-t-on une édition intégrale de l'œuvre des deux théoriciens du socialisme dont se réclame plus de la moitié de l'humanité ?

A. M.

(1) Une note de Pierre Pascal, professeur de russe à la Sorbonne — Preuves de novembre qui se vient de recevoir — signale que Les Pauvres Gens, de Dostoevski, texte de 1845, est censuré dans le Recueil complet des œuvres littéraires de Dostoevski publié par les Editions d'Etat en 1935.

#### LES LIVRES DU MOIS

Eugen Relgis : Romain Rolland. Editions « Humanidad », Montevideo, 1931, 308 p.

Victor Serge : Les derniers temps, Grasset, 448 p., 540 fr.

### L'U.G.T.T. S'ADRESSE A L'OPINION DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE

La Tunisie se trouve présentement à un tournant décisif de sa lutte.

Après 70 années de protectorat qui l'a pratiquement privée de tous les attributs de sa souveraineté et l'a plongée dans un régime d'exploitation et de domination, la voilà qui reprend la voie du salut après avoir forgé les instruments de sa libération politique et sociale.

L'U.G.T.T., organisation syndicale nationale indépendante et authentique se trouve placée à l'avant-garde de cette action libératrice qu'entreprend le peuple tunisien tout entier et au premier rang duquel la classe ouvrière, organisée et consciente, brandit le drapeau de la lutte pour le progrès social et la liberté dans le bien-être.

La réunion des divers organes de l'organisation des Nations Unies offre à la classe ouvrière tunisienne, par la bouche de l'U.G.T.T., qui est son porte-parole le plus qualifié, la possibilité de faire entendre sa voix. Elle s'adresse ainsi à la conscience internationale pour faire connaître les vrais problèmes qui préoccupent les travailleurs d'un pays plus que jamais décidé à se libérer de ses chaînes.

Cette libération sera pour la classe ouvrière la garantie du progrès social, par la suppression des maux dont elle souffre mortellement.

La brochure que l'U.G.T.T. diffuse à cet effet (1) se propose de faire connaître la vérité au sujet des maux du régime imposé au peuple tunisien. Elle indique en même temps le souci de la classe ouvrière organisée dans sa centrale syndicale nationale, d'apporter à la situation présente des solutions constructives par la réalisation d'une série de mesures propres à assurer aux masses populaires des conditions de travail et de vie meilleures.

(1) Adresse de l'U.G.T.T. à Tunis, rue Bidi Ali Amour, impasse Sidi Amour.

## FAITS et DOCUMENTS

### Les faits du mois

**VENDREDI 26 OCTOBRE.** — On communique le résultat des élections britanniques qui donnent aux conservateurs la majorité des sièges aux Communes, mais laissant aux travaillistes la majorité des voix.

Nouvelle réunion pour les pourparlers d'armistice en Corée.

**DIMANCHE 28.** — Elections au Conseil National de Suisse. Les socialistes gagnent deux sièges, les communistes perdent un assez grand nombre de voix.

**LUNDI 29.** — Le commissaire de France au Cambodge est tué à Phnom-Penh.

Négociations franco-tunisiennes à Paris.

**MARDI 30.** — Meetings des fonctionnaires à Paris, organisés séparément par la C.G.T., F.O. et la C.F.T.C.

**VENDREDI 3 NOVEMBRE.** — Sanglantes bagarres à Casablanca ; 5 morts et 62 blessés. Habib Bouguiba, leader du Neo-Destour Tunisien, est expulsé de Tanger.

Le Conseil Supérieur de l'Education Nationale refuse de donner son avis sur l'application des lois antialcooliques.

**LUNDI 5.** — Léon Jouhaux reçoit le prix Nobel de la paix.

**MARDI 6.** — Ouverture à Paris de l'assemblée générale de l'O.N.U. M. Auriol propose une rencontre des chefs des grandes puissances.

**MERCREDI 7.** — A l'Assemblée de l'O.N.U., discours de M. Acheson (U.S.A.). Appel public du Président Truman pour un contrôle des armements.

**JEUDI 8.** — A l'O.N.U., violente réplique de M. Vyshinsky (U.R.S.S.) aux propositions occidentales. Fin de la grève des dockers de New-York et de Boston qui aura duré 26 jours.

**VENDREDI 9.** — Grève de 24 heures du personnel enseignant pour protester contre les lois antialcooliques.

**SAMEDI 10.** — Succès des troupes françaises au sud-ouest de Manak.

**LUNDI 12.** — A l'O.N.U., discours de M. Eden (Grande-Bretagne).

Création d'un commandement suprême allié en Moyen-Orient, par les U.S.A., la France, l'Angleterre et la Turquie.

Evocation de l'affaire marocaine à l'O.N.U. par le délégué de l'Irak.

**MARDI 13.** — Extension de la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, déclenchée par la C.G.T. pour protester contre le « ticket modérateur » sur les produits pharmaceutiques.

**MERCREDI 14.** — Manifestation de 400.000 personnes au Caire pour protester contre les incidents sanglants de la zone du canal de Suez.

Elections aux Philippines, marquées par de sanglantes bagarres.

Congrès de la Fédération autonome de l'Education Nationale.

**VENDREDI 16.** — Comité national confédéral de la C.G.T.-F.O.

Fin de la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

**LUNDI 19.** — Grève de 24 heures des journaux, pour protester contre les incidents de Marseille.

**MARDI 20.** — Le gouvernement obtient la confiance de l'Assemblée Nationale, par 240 voix contre 228, malgré l'abstention socialiste.

**VENDREDI 23.** — Accord à Pan-Mun-Jon, en Corée, sur la ligne du « cessez le feu ».

**SAMEDI 24.** — Conseil National du R.P.F. Le général de Gaulle ne veut pas que « nous devenions des sujets des Américains ».



## A propos des textes fournis sur l'école en U.R.S.S.

Dans l'Ecole Syndicaliste de la Loire, nous relevons l'article ci-dessous. Tous les syndicalistes — pas seulement ceux de l'enseignement — seront intéressés par le déroulement de cette affaire. A notre ami Franc, qui en a pris l'heureuse initiative, nous demanderons de tirer, pour la R.P., les conclusions de cette confrontation.

En novembre 1950, Clauzet, membre du Bureau national du S.N., demandait à l'Ecole Libératrice de publier un article intitulé : « Après un voyage en U.R.S.S. » et relatif à l'école soviétique.

L'Ecole Libératrice refusait de publier. Les camarades cégétistes demandèrent alors la publication de l'article refusé dans tous les bulletins des sections départementales. La section de la Loire, soucieuse de sauvegarder la liberté d'expression, et désireuse de rechercher la vérité partout, protesta, auprès du bureau national, contre la non-insertion du texte de Clauzet, regretta la position statique du B.N. qui aurait pu ouvrir à ce sujet une enquête intéressante et décida de faire elle-même ce qu'elle pouvait dans cette matière. Elle publia donc intégralement l'article de Clauzet dans « L'Ecole Syndicaliste ». Elle demanda des renseignements, d'autres points de vue, des textes. Je pus fournir, dans trois numéros successifs de notre bulletin, un certain nombre de textes officiels, dont je m'étais assuré l'authenticité.

Je demandai à mes camarades cégétistes d'apporter des précisions aussi officielles et aussi authentiques. Je ne reçus que des insultes. En assemblée générale, au conseil syndical, dans le bulletin, dans la presse régionale même j'eus les honneurs de l'artillerie lourde stalinienne. Il est plus facile d'insulter et de railler que d'apporter de réels arguments. Les insultes, au fond, me firent plaisir. Elles me valaient, du département, des encouragements certains. Elles regroupèrent ceux que l'injure n'effraie point, elles me prouvèrent surtout que j'avais raison, car elles témoignaient de la pauvreté et de la mauvaise foi de mes adversaires.

Au cours d'un conseil syndical, deux camarades, emportés par leur élan, me mirent au défi de montrer les originaux des citations relevées dans le Bulletin de la Loire. L'un d'eux affirma même qu'en cinq minutes, il était capable de me confondre. J'ai relevé le défi. Les originaux sont dans le département. J'ai, à ma disposition, une douzaine de livres scolaires soviétiques actuels, approuvés par le ministre russe de l'Education. J'ai à ma disposition quelques-uns des journaux cités ou des photocopies vérifiables. J'ai pris la peine de donner les textes à trois traducteurs différents pour tenir compte de tout, et agir en toute assurance et toute honnêteté. Ces livres, ces journaux, ces textes seront montrés et traduits, le jeudi 29 novembre, à 14 heures, Hôtel de Ville de Saint-Etienne, salle Jean-Jaurès.

Le débat est ouvert à tous les instituteurs de la section. Notre camarade Clauzet, auteur de l'article initial, a été invité oralement, le 11 octobre, invité par écrit le 19 octobre 1951, invité de nouveau le 3 novembre par lettre recommandée. Il doit arriver lui-même un traducteur russe. Il appartient aux camarades cégétistes de la Loire de me confondre et je les défie de le faire. Nous invitons les instituteurs à venir nombreux.

La traduction publique des textes incriminés est une preuve de notre volonté de libre information et d'objectivité. Vous qui croyez sincèrement à l'U.R.S.S., à sa volonté de paix, à la réalisation du socialisme en Russie, venez au contact direct de la réalité soviétique. Vous qui, déjà, êtes informés, venez aider ceux qui informent et leur donner le témoignage de votre soutien.

Les textes sont probants, indiscutables. Au soir du 29 novembre, vous saurez enfin qui avait raison de ceux qui publiaient des textes vérifiables, traduits des faits et de ceux qui, simplement, s'efforçaient de nier l'évidence en insultant.

FRANC.

## ENTRE NOUS

### COMPTES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

On trouvera, dans ce numéro, les comptes pour la période allant du 30 septembre au 30 novembre. On peut voir que notre « trésorerie » n'est pas spécialement à l'aise. Essayons ensemble d'en comprendre les raisons et de trouver des remèdes.

Tout est dans le détail du mouvement des abonnés. Le nombre impressionnant de suppressions provient du retour imparti d'une partie des cartes-remboursement dont l'envoi avait été annoncé aux retardataires. Sur 131 cartes envoyées, 65 ont été acceptées, 31 refusées et 19 n'ont pas été réclamées. Il reste 15 cartes au sujet desquelles nous ne sommes encore pas fixés. La bonne administration de la revue nous contraint à supprimer le service non assésimé à ceux qui ont refusé de renouveler, ce qui va de soi, mais aussi aux 19 négligents. La mise à jour du fichier des abonnés n'ayant pu être faite avant l'expédition de ce numéro, certains d'entre eux recevront encore la R.P. de décembre. Peut-être penseront-ils alors à régulariser leur situation. Leur fiche d'abonné sera établie.

Malgré tout le monde comprend ce que ces méthodes administratives ont de désagréable et d'inéthodique. Soyons bien sûrs que les premiers persuadés ceux qui ont passé plusieurs heures à envoyer des cartes-remboursement.

Nous ne pouvons donc que répéter inlassablement à chacun de faire des abonnés nouveaux, de faire la publicité de la R.P. Cela vaut tout valement d'argent supplémentaire. Car on sait bien que le prix de revient de la revue déborderait quand le nombre des abonnés augmenterait. On se réserve de revenir plus longuement sur l'étude de cette fonction décroissante, dans le prochain numéro quand on examinera l'ensemble de la situation financière de la revue. Mais sans rien à calculer, sans graphique et même sans chiffres tous les amis de la R.P. comprennent que notre indépendance a son prix.

Le chèque postal de la R.P. reste donc accueilli à tous les camarades qui, comme nous, seraient bien contents de trouver dans le sabot de Noël de la R.P. un stock de papier !

Mais le cahier des nouveaux abonnés est aussi toujours ouvert. Envoyez des listes d'abonnés possibles. Mieux, envoyez de quoi faire un service d'essai à un camarade qui peut s'abonner, qui s'abonnera s'il nous connaît et qui actuellement, s'il nous ignore, ne peut le faire.

La vie de la R.P. a de signification que si elle est faite de l'effort de tous.

### REMARQUES

Escottier (Vaucluse). — « Mon rattachement avec un peu de retard. Le Rhône m'a fait habiter plus d'une semaine dans une lie étroite. Je le toujours la R.P. avec plaisir et intérêt. Pas toujours d'accord, mais elle apporte matière à réflexion. C'est peut-être ce qui nuit à son développement, dans ce monde où les détenteurs de vérité et les croyants sont bien plus nombreux que les esprits libres. »

Sorin (Loire-Inférieure). — « Pas toujours d'accord, mais comme l'impartialité est de mise à la R.P., je vous envoie mon rattachement plus 500 fr. de soutien. »

R. Lagnieu (Oise). — « Je ne suis pas beaucoup d'accord avec les conclusions que l'on peut tirer de l'ensemble de vos articles. Mon P.O. américanophilie est en baisse. Cependant, votre revue m'intéresse et je perdrais beaucoup en m'en privant. Donc continuons. »

Tous mes vœux pour votre réussite dans la « quête de la vérité ».

Jean Cornes (Paris). — « Mon rattachement plus un petit quelque chose (800 fr.) pour vous prouver que je continue à lire la R.P. avec plaisir et intérêt. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polystyle »  
232, rue de Charenton, Paris-12



# D'où vient l'argent ?

DU 21 SEPTEMBRE AU 20 NOVEMBRE 1951

## REVENUS :

|   |         |
|---|---------|
| Abonnements :                                   |         |
| Ordinaires .....                                | 85.025  |
| Soutien .....                                   | 14.500  |
|   | <hr/>   |
| Souscription .....                              | 80.183  |
| Vente .....                                     | 7.435   |
| Publicité .....                                 | 1.300   |
| Avance pour achat papier .....                  | 4.000   |
| Créditeurs divers .....                         | 5.500   |
|   | <hr/>   |
| Recettes totales .....                          | 90.740  |
| Caisse et chèques postaux le 20 septembre ..... | 181.573 |

## DEPENSES :

|                                      |         |
|--------------------------------------|---------|
| Impression (septembre-octobre) ..... | 121.128 |
| Papier (sept.-oct.) .....            | 28.147  |
| Timbrage, routage, expédition .....  | 73.565  |
| Téléphone .....                      | 4.380   |
| Frais généraux divers .....          | 1.707   |
|                                      | <hr/>   |
| Dépenses totales .....               | 168.917 |

Solde au 20 novembre :

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| Caisse .....          | 3.347   |
| Chèques postaux ..... | 120.547 |
|                       | <hr/>   |
|                       | 124.294 |
|                       | <hr/>   |
|                       | 202.317 |

## DETTES AU 20 NOVEMBRE 1951

|  |        |
|--|--------|
| Impression, numéro de novembre .....       | 63.748 |
| Timbrage, routage, expédition (nov.) ..... | 2.295  |
| Papier (nov.) .....                        | 11.750 |

## MOUVEMENT DES ABONNÉS

|                                      |       |
|--------------------------------------|-------|
| Au 20 septembre .....                | 1406  |
| Abonnements nouveaux .....           | 12    |
|                                      | <hr/> |
|                                      | 1418  |
| Désabonnements et suppressions ..... | 80    |
|                                      | <hr/> |
|                                      | 1338  |

## LES ABONNEMENTS DE SOLIDARITÉ

Estève (Gard) 1000 ; Dr J. Lafèvre (Puy-de-Dôme) 1000 ; Francha Ruby (Paris) 1500 ; René Goffin (Belgique) 5000 ; Sorin (Loire-Inférieure) 1000 ; R. Péju (Paris) 1000 ; Djoukitch (Var) 1000 ; M. Maurel (Basses-Alpes) 1000 ; M. Janeta (Paris) 1000 ; R. Crous (Haute-Garonne) 1000 ; Marcadet (Seine-et-Oise) 1000 ; Depaum (Paris) 1000. — Total : 14.500 francs.

## LA SOUSCRIPTION

Thomas (Indre) 100 ; J. Lapsaud (Haute-Vienne) 220 ; R. Salandreau (Drôme) 100 ; R. Cognès (Seine-et-Marne) 20 ; R. Morniche (Deux-Sèvres) 100 ; J. B. (Ailier) 150 ; A. Lapras (Haute-Savoie) 300 ; R. Nouvelle (Seine-et-Oise) 100 ; J. P. Bressand (Saône-et-Loire) 125 ; R. Maria (Paris) 125 ; M. Belle (Isère) 20 ; P. Boutin (Paris) 200 ; P. Othet (Paris) 200 ; O. Fery (Loire-et-Cher) 50 ; Danco (Côtes-du-Nord) 100 ; Poethier (Doubs) 20 ; Jassén (Saône-et-Loire) 100 ; A.-Y. Jacquet (Paris) 3.000 ; Vonnier (Paris) 20 ; L. Dubost (Seine-Inférieure) 70 ; Cédobert (Côtes-du-Nord) 100 ; Geco (Seine-et-Marne) 70 ; G. Nicolas (Paris) 100 ; G. Boudier (Paris) 100 ; Lucie Collard (Seine) 100 ; Chantepie (Var) 250 ; J. Palet (Hérault) 20 ; Jean Cornec (Paris) 500 ; R. Vilain (Seine) 100 ; A. Benda (Côte d'Or) 100 ; Fédération P.O. du Livre (Paris) 125 ; Mme E. Fajolle (Gironde) 250 ; P. Rivière (Rhône) 100 ; R. Verdolhan (Bouches-du-Rhône) 100 ; R. Léquière (Hérault) 100 ; O. Pass (Ain) 100 ; Le Bail (Seine) 100 ; Le Bot (Seine) 20 ; H. Chapey (Paris) 100. — Total : 7.455 francs.

## PAPIER

Mougeot (Haute-Marne) 500 ; Djoukitch (Var) 500. — Total : 2.500 francs.

Un cadeau pour un militant  
Un livre pour un militant  
Un cadeau pour un parent  
Un livre pour un parent  
Un cadeau pour un enfant  
Un livre pour un enfant  
s'achète à

**La Documentation Economique et Syndicale**

Coopérative d'Édition et de Librairie  
198, AVENUE DU MAINE, PARIS XIV<sup>e</sup>

Tél. SUFfran 66-71

CCP PARIS 5450-00

Expédition en province — Port à la charge du destinataire

# LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA LITTÉRATURE PROLETARIENNE

*"Un peuple qui ne lit pas est un peuple  
au cerveau mort, à l'action morte"*

**Marcel MARTINET**

## LISTE NUMERO 3

- Marcel MARTINET. — **Culture prolétarienne.** Essai (190 p.).
- Romain ROLLAND. — **Colas Breugnot.** Roman (190 p.).
- Sally SALMINEN. — **Sables mouvants.** Roman par le célèbre auteur de « Katrina ». Traduit du suédois (250 p.).
- Peter EGGE. — **Hansine Solstad.** Le meilleur roman du grand écrivain norvégien (290 p.).
- Emmanuel ROBLES. — **Travail d'homme.** Roman (Prix du Roman populaire 1945). Cartonné (310 p.).
- Julien BLANC. — **Joyeux fais ton fourbi.** Roman (Prix Sainte-Beuve 1947).
- Julien BLANC. — **Confusion des peines.** Roman (260 p.).
- Jean SAUVESTRE. — **Lou Cordil.** Un excellent roman paysan (250 p.).
- Jean MALAQUAIS. — **Planète sans visa.** Roman (Prix Théophraste Renaudot), (688 p.).
- Florence LITRE. — **L'Adolescente émerveillée.** Le premier roman d'une jeune institutrice (250 p.).

**10 LIVRES NEUFS D'OCCASION D'UNE VALEUR DE 1.800 FRANCS  
POUR 1.000 FRANCS (FRANCO DE PORT).**

(Liste n° 1 entièrement épuisée ; quelques lots seulement de la liste n° 2.)



**Adresser commandes et fonds à**

**Ferdinand TEULE, 1 bis, rue Eugène-Gibex, Paris-XV. C.C.P. 6003-86 Paris.**